



40<sup>e</sup> CONGRÈS DU PCF 3•4•5 JUILLET 2026

# Un communisme de conquêtes

PROJET DE BASE COMMUNE ADOPTÉ PAR LE CONSEIL NATIONAL DU 29 MARS 2026

# Table des matières

## PRÉAMBULE

|                                  |          |
|----------------------------------|----------|
| <b>Objectif du congrès</b> ..... | <b>3</b> |
|----------------------------------|----------|

## PARTIE I

|   |          |
|---|----------|
| <b>Le moment historique : une crise systémique du capitalisme</b> ..... | <b>4</b> |
|---|----------|

|   |   |
|---|---|
| 1.1. Un capitalisme qui se reconfigure .....  | 4 |
| 1.2. L'humanité face au défi climatique et à l'effondrement de la biodiversité..... | 5 |
| 1.3. La France à l'épreuve de la désindustrialisation .....                         | 6 |
| 1.4. Face à la crise de régime, reconstruire une conscience de classe .....         | 6 |
| 1.5. Le PCF au service de la conquête des pouvoirs par les travailleurs.....        | 8 |

## PARTIE II

|  |          |
|--|----------|
| <b>La paix, le travail et la République au cœur du projet communiste</b> ..... | <b>9</b> |
|--|----------|

|   |    |
|---|----|
| 2.1. Le parti pris de la paix et des coopérations internationales.....                                      | 9  |
| 2.2. Le parti pris de la République refondée .....  | 10 |
| 2.2.1. Une République démocratique, laïque, universaliste, sociale .....                                    | 10 |
| 2.2.2. De nouvelles institutions au service de la souveraineté populaire.....                               | 11 |
| 2.2.3. La bataille de l'égalité et de l'universalité des droits .....                                       | 12 |
| 2.2.3.1. Porter l'ambition d'une révolution féministe universaliste.....                                    | 12 |
| 2.2.3.2. Combattre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations .....                          | 12 |
| 2.2.3.3. Agir pour une autre politique migratoire, républicaine et internationaliste .....                  | 13 |
| 2.3. Le parti pris du travail, le défi du socialisme au XXI <sup>e</sup> siècle.....                        | 13 |
| 2.3.1. Une visée révolutionnaire : le communisme.   |    |
| Un processus : le socialisme aux couleurs de la France.....   | 13 |
| 2.3.2. Un nouveau modèle de production .....  | 15 |
| 2.3.2.1. Reprendre en main et développer l'outil industriel.....  | 15 |
| 2.3.2.2. Refonder le modèle agricole.....   | 16 |
| 2.3.2.3. Placer l'énergie au cœur d'une nouvelle stratégie industrielle et climatique.....                  | 16 |
| 2.3.3. Une société des biens communs, de l'émancipation<br>et du développement des capacités humaines ..... | 17 |

## PARTIE III

|                                 |           |
|---------------------------------|-----------|
| <b>Le parti en action</b> ..... | <b>19</b> |
|---------------------------------|-----------|

|  |    |
|--|----|
| 3.1. Les batailles électorales de 2027 .....   | 19 |
| 3.2. Du 39 <sup>e</sup> au 40 <sup>e</sup> congrès, l'organisation des communistes ..... | 21 |
| 3.3. Les communistes au cœur de la société .....   | 21 |
| 3.3.1. Irriguer le territoire des idées communistes grâce aux cellules.....              | 22 |
| 3.3.2. Construire deux campagnes structurantes et lisibles .....                         | 22 |
| Pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux service public .....                  | 23 |
| Pour la paix et l'autodétermination des peuples .....                                    | 23 |
| 3.3.3. Repenser le rôle des directions .....   | 23 |
| 3.3.4. Valoriser le lien aux élus.....   | 24 |
| 3.3.5. Consolider le lien stratégique avec la jeunesse et le MJCF.....                   | 24 |
| 3.3.6. Renforcer la formation politique et idéologique des militants .....               | 25 |
| 3.3.7. Amplifier la bataille financière à tous les niveaux.....                          | 25 |
| 3.3.8. Faire de la communication un levier stratégique .....                             | 26 |
| 3.3.9. Développer nos médias et nos revues.....  | 26 |

# PRÉAMBULE

## Objectif du congrès

Avec « Un communisme de conquêtes », il s'agit aujourd'hui de franchir une étape décisive : doter le PCF d'une démarche dans la durée, affirmer le rôle central du PCF dans la conquête des pouvoirs par le monde du travail. Volontairement, ce texte d'orientation ne reprend donc pas l'ensemble des travaux du précédent congrès. Le 40<sup>e</sup> congrès du Parti communiste français s'inscrit dans la continuité des orientations définies lors des précédents congrès. Le texte du 38<sup>e</sup> congrès, « Manifeste du Parti communiste », portait l'ambition d'arrêter l'effacement du PCF et de le rendre à nouveau visible dans le débat public. Celui du 39<sup>e</sup> congrès, « L'ambition pour de nouveaux jours heureux », a permis de renouveler le projet communiste et de préciser ses propositions. Ce projet de base commune n'est pas un programme électoral mais se veut être un texte de visée communiste, fixant des priorités politiques et stratégiques, et donnant mandat à la future direction nationale pour mettre en œuvre ces orientations d'ici le prochain congrès.

Ce texte a vocation à s'appuyer sur les acquis existants et à être complété par les productions les plus récentes du parti qui constituent des contributions essentielles à l'élaboration et à la mise en œuvre de son projet.

La crise systémique du capitalisme suscite de profonds bouleversements : guerres, menaces nucléaires, effondrement des principaux indicateurs écologiques, crise sociale, crise démocratique. L'ordre international est traversé par des recompositions majeures, marquées à la fois par la volonté du capital étatsunien d'asseoir sa domination internationale sur un nouveau mode d'accumulation, mais aussi par la contestation de l'hégémonie du dollar et la montée de nouvelles puissances. Les tensions s'exacerbent à mesure que l'administration Trump entend conserver sa suprématie dans un ordre mondial devenu multipolaire, et qu'elle s'affranchit à cette fin du droit international pour affirmer sa volonté impérialiste et guerrière.

Dans ce contexte, la France s'enfoncé dans une crise majeure. Elle apparaît affaiblie. Du fait de l'alignement de tous ses gouvernements sur l'impérialisme étatsunien et de leur acceptation des orientations mises en œuvre au sein de l'Union européenne, sa voix s'est progressivement marginalisée sur la scène internationale.

Ce déclassé est indissociable des choix économiques et sociaux opérés depuis plusieurs décennies. Les politiques néolibérales ont profondément fragilisé l'appareil productif, accéléré la désindustrialisation, affaibli le modèle agricole français et contribué au recul des infrastructures publiques. En privilégiant la financiarisation au détriment du travail et de la production, elles ont aggravé les inégalités et réduit ses capacités de répondre aux défis du siècle, en particulier le dérèglement climatique.

Cette situation alimente une crise sociale catastrophique, tandis que l'échec du macronisme a plongé le pays dans une crise de régime inédite depuis les origines de la V<sup>e</sup> République. Le recul de la conscience de classe et l'atomisation du salariat, la peur de l'avenir qui s'empare des catégories populaires nourrissent les replis identitaires. Elles favorisent la progression de plus en plus dangereuse de l'extrême droite. Aucune des réponses politiques existantes n'est aujourd'hui à la hauteur pour combattre ce phénomène et le faire refluer durablement.

Face à ces défis, « *Un communisme de conquêtes* » propose une orientation ambitieuse autour d'un projet de dépassement du capitalisme et d'unir le peuple de France. Pour cela, il importe de bâtir une force politique solidement ancrée dans le monde du travail et de la création, capable de rassembler largement les travailleuses et les travailleurs, de faire progresser la conscience de classe et de donner à la gauche une base sociale forte.

C'est par la mobilisation du monde du travail que pourra être inversé le rapport de force. Cette dynamique est indispensable pour faire reculer l'extrême droite et ouvrir une perspective politique capable de répondre aux défis économiques, sociaux et environnementaux de notre temps. Elle constitue la condition pour la conquête des pouvoirs et la construction d'une société d'émancipation.

Comme ils l'ont fait à l'occasion de leurs derniers congrès, c'est aux communistes qu'il appartient de s'emparer à présent de cette proposition de base commune, de l'enrichir de leurs expériences et de leurs réflexions, d'en faire le levier collectif du déploiement de leur parti afin de lui permettre de se hisser au niveau de secousses historiques.

## PARTIE I

# Le moment historique : une crise systémique du capitalisme

### 1.1. Un capitalisme qui se reconfigure

Un moment de basculement historique s'ouvre, marqué par la fin de la globalisation néolibérale construite depuis les années 1990, dont l'échec a conduit à un enlisement durable dans la crise. La situation actuelle ne correspond pas seulement à la suite des crises précédentes. Avec l'épuisement du modèle néolibéral fondé sur la concurrence entre les peuples, le dumping social et environnemental, la financiarisation et la marchandisation du monde, le capitalisme connaît une nouvelle étape de sa crise, systémique : crise économique durable, sociale (inégalités sans précédent dans l'histoire de l'humanité), écologique (prédation généralisée), démocratique.

Les nouvelles modalités d'accumulation qui s'esquissent recèlent des contradictions. Les délocalisations ont conduit à la destruction des bases productives aux États-Unis et en Europe, avec le déplacement massif des lieux de production industrielle vers l'Asie, et au premier chef vers la Chine, mais aussi dans d'autres zones comme l'Europe de l'Est ou le Maghreb par exemple. Dans ce monde multipolaire, les nouvelles puissances régionales, voire mondiales, sont hétérogènes, les unes contestent les puissances impérialistes quand d'autres s'affirment dans leur giron.

Les volontés de dédollarisation se développent, menaçant la prédominance étatsunienne. Ces volontés expriment les aspirations de ces États à faire leurs propres choix, contre la limitation au rôle que l'impérialisme veut assigner à chacun de ces pays dans la production mondialisée, contre les contraintes financières et les accords imposés. Ces puissances nouvelles, particulièrement les BRICS, déploient leurs diplomaties, développent des coopérations, entre solidarité et tentations impérialistes. Leurs économies combinent des formes archaïques et modernes d'exploitation mais aussi des progrès des conditions d'existence et du niveau de vie.

Les tentatives de relocalisation aux États-Unis de secteurs stratégiques (IA, bio-tech, semi-conducteurs) ne suffisent pas à surmonter la crise, pas plus que l'emprise exercée sur les brevets et la propriété intellectuelle. Le trumpisme met en lumière une dynamique d'appropriation de l'État par la classe capitaliste elle-même, dans le but de servir directement ses intérêts et d'accroître ses moyens de répression : c'est à la fois plus brutal pour les travailleurs, mais cela rend bien plus lisible les objectifs des politiques conduites. L'État, comme toutes les institutions, est de façon renouvelée un enjeu de l'affrontement entre les logiques d'emprise du capital sur la société et des forces qui veulent s'en affranchir.

Face à l'essor des BRICS et des nouvelles puissances régionales, face à l'épuisement des marges de croissance, l'impérialisme se reconfigure. La nouvelle politique étatsunienne vise à combattre les velléités de souveraineté et à défendre et à accentuer l'hégémonie du dollar, ainsi que de certaines cryptomonnaies contrôlées par les États-Unis. Une fraction des classes dirigeantes agit alors pour faire céder par la contrainte l'ensemble des rapports de pouvoir géopolitiques et des rapports de force entre classes établies au XXe siècle : attaques contre le droit international, pression économique, retrait de tous les engagements climatiques et de coopérations scientifiques (OMS), nouvelles technologies au service de l'imposition et du contrôle... Désormais, le recours banalisé à la guerre devient un instrument pour réimposer une forme de suprématie politique, relancer l'accumulation du capital et ouvrir une nouvelle phase expansive fondée sur le contrôle des lieux de production ainsi que des circuits commerciaux, énergétiques et numériques.

Au niveau mondial, incapable désormais de produire un progrès matériel partagé ou un horizon désirable pour la majorité, la classe capitaliste ne parvient plus à universaliser ses intérêts. Le trumpisme constitue une réponse autoritaire à la contestation de l'hégémonie états-unienne. La violence de la réaction est extrême, au mépris de toutes les règles de droit international, mais elle fait tomber le masque : l'intérêt du capital étasunien apparaît plus clairement. C'est lui qui conduit à s'appuyer sur l'extrême droite au nom de la seule loi du plus fort sans se préoccuper de l'intérêt des peuples et du droit.

Il en va ainsi de l'agression du Venezuela et de l'enlèvement de son président, du déclenchement sans mandat de l'ONU de la guerre contre l'Iran et le Liban, de l'attaque contre Cuba, des menaces sur le Groenland, le Canada, le Mexique, la Colombie... L'ordre mondial entre dans une phase de reconfiguration. En proposant une instance concurrente de l'ONU fondée sur la force et l'argent, et en retirant les États-Unis de 66 organisations internationales, Donald Trump cherche à dynamiser toute forme de multilatéralisme.

Les autres pays occidentaux, dont la France, tentent également de maintenir leur domination sur différentes parties du monde, alors même que toutes leurs tentatives impérialistes de la période précédente se sont soldées par des échecs qui entraînent leurs alliés.

L'objectif immédiat de cet impérialisme est d'accroître la soumission de l'Europe à l'unilatéralisme trumpiste, en reprenant le contrôle des routes commerciales, notamment celles du gaz et du pétrole, des ressources et des circulations au Moyen-Orient et en Afrique. Il veut également éradiquer toute forme de contestation, notamment dans le "Sud global" et plus particulièrement sur le continent américain, avec Cuba et le Brésil particulièrement visés. Cette phase n'est cependant qu'un préalable : elle vise à préparer une concentration future des efforts sur la rivalité avec l'Asie et plus spécifiquement avec la Chine.

La construction capitaliste européenne, telle qu'elle est définie depuis ses "pères fondateurs", depuis l'acte unique européen et dans les traités européens, est dans une situation de crise structurelle et d'impasse historique. Les règles néolibérales qui en constituent le fondement sont incapables de prendre en compte la re-composition du monde qui se dessine. Le bouleversement des équilibres internes crée des tensions nouvelles. La classe capitaliste est encore plus divisée qu'auparavant et n'a plus de projet européen global et cohérent. Les institutions européennes, travaillent à faire prendre des décisions contre l'intérêt des peuples, privilégiant certaines fractions des classes dirigeantes de certains pays selon les questions (notamment l'industrie et l'économie allemande, comme en témoigne l'accord du Mercosur). Dans une période d'échec du projet néolibéral européen, les institutions européennes mènent une politique renforcée de vassalisation envers le capitalisme étatsunien et l'OTAN dans les domaines industriels, commerciaux et militaires. Elles essaient de reconstituer l'unité des classes dirigeantes sur la militarisation de l'économie, dont témoigne la hausse des chiffres d'affaires de l'industrie militaire. Les institutions européennes s'engagent dans une nouvelle étape de fédéralisation au détriment de la souveraineté des peuples déjà largement abimée par la législation européenne existante. L'Union européenne, désormais marquée fortement par l'influence de l'extrême droite, viole les droits de l'Homme en menant une politique de combat contre les migrantes et migrants, sous-traitant la répression contre ceux-ci, et s'appuyant sur des états qui ne respectent pas la dignité humaine.

À force de renoncement, la France a perdu sa capacité d'initiative diplomatique en faveur de la paix et de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Tandis que des convergences et des alliances d'extrême droite se constituent sous nos yeux, que les replis identitaires et le terrorisme avancent, l'aspiration des peuples à la justice sociale, à la souveraineté et à l'émancipation n'a pas disparu. En Palestine, en Iran, au Rojava, à Cuba... des résistances et des mobilisations populaires se déploient. Elles portent en elles les germes d'un monde fraternel, libéré du colonialisme, de l'impérialisme et de l'extrémisme religieux.

## **1.2. L'humanité face au défi climatique et à l'effondrement de la biodiversité**

Le monde fait face à deux périls imminents : d'une part le risque d'une guerre impliquant un arsenal nucléaire capable de détruire une partie de l'humanité en la plongeant dans un hiver nucléaire, et d'autre part l'effondrement des écosystèmes dont dépend la survie des êtres humains. Ces menaces doivent être prises très au sérieux et marquent la gravité du moment historique.

Lors de son 39<sup>e</sup> congrès, le PCF a réaffirmé sa volonté d'affronter les grands défis environnementaux que sont la crise de la biodiversité, les menaces sur le climat et celles que font peser l'épuisement des ressources et les pollutions globales. Aujourd'hui l'heure est à la course aux armements et aux replis nationalistes reléguant au second plan ces grands enjeux, à rebours de la nécessaire coopération internationale et d'un climat de paix. Cependant, dans un monde confronté à un changement climatique, avec un réchauffement global de +1,3°C, dont les conséquences se ressentent partout dans le monde, et face aux défis spécifiques que pose l'anthropocène et la prise en compte des limites planétaires, la conscience de l'unicité de la planète progresse dans la société.

Si la course folle au profit, source de gaspillage et d'inefficacité, est un des obstacles majeurs à la résolution de ces problèmes, les défis industriels, scientifiques et d'organisation sociale restent entiers au-delà

du nécessaire dépassement du capitalisme. Les communistes agissent pour un renversement des logiques à l'œuvre en faveur de la réponse aux besoins humains, de la planification écologique et de la coopération internationale.

### **1.3. La France à l'épreuve de la désindustrialisation**

Les dirigeants politiques et la classe capitaliste du pays font le choix de se résigner et d'accompagner l'escalade guerrière de l'impérialisme étasunien. Ils sont pris entre leur logique de vassalité et leur besoin de dégager des marges. Ils sacrifient le développement de la France, son rayonnement international, un projet d'avenir commun désirable et partagé pour le peuple permettant de faire nation. Le pays s'enfoncé donc dans une crise économique, écologique, démocratique et sociale profonde jusqu'à perdre confiance dans l'avenir.

La désindustrialisation est au cœur de la crise française. Le pays peine à se réveiller du cauchemar de la société post-industrielle. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB de la France est désormais une des plus basses d'Europe, avec 10% quand la moyenne européenne est de 16%. Les secteurs stratégiques ont été méthodiquement démantelés et la crise pandémique témoigne des difficultés à répondre aux besoins de la population. En sacrifiant des filières entières pour maintenir leurs profits, les grands groupes industriels, financiers et bancaires mettent en danger la souveraineté du pays dans des secteurs stratégiques comme l'alimentation, la sidérurgie, l'énergie, la chimie et le médicament, la défense, le numérique. Il sera impossible de répondre aux défis sociaux, économiques et environnementaux dans un pays où seules deux des dix voitures les plus vendues en France sont assemblées sur le territoire national, où 92% des appareils électroniques, 87% des vêtements et 78% des médicaments sont produits à l'étranger.

Le choix de la désindustrialisation au bénéfice de la financiarisation aggrave l'empreinte carbone de la France et entraîne la perte de savoir-faire, le recul du travail productif et la baisse du niveau de vie, la diminution de la production de valeurs et donc de services publics menacés par les marchés financiers. Ce sont des filières entières de formation qui sont menacées.

Le patronat français est un des plus extraverti d'Europe : 62% des emplois des grandes entreprises françaises se trouvent à l'étranger contre seulement 38% pour l'Allemagne et 28% pour l'Italie. Le patronat français continue d'organiser le grand déménagement des emplois et des industries. Pourtant, les entreprises continuent d'être abreuvées d'argent public sans contreparties, sans conditions vertueuses, sans contrôle. Voilà comment la France est devenue championne d'Europe des dividendes versés aux actionnaires.

Les conséquences sont claires : les inégalités s'aggravent. Inégalités de revenus entre cadres supérieurs et ouvriers/employés, entre les femmes et les hommes, inégalités d'espérance de vie entre les cadres supérieurs et les ouvriers. Les inégalités scolaires s'aggravent concernant l'accès à l'enseignement supérieur. Les inégalités de patrimoine continuent de se creuser : les 10% des ménages les plus fortunés possèdent à eux seuls 47% de l'ensemble du patrimoine, ils en possédaient 41% en 2010.

Crise économique et sociale, crise environnementale, inégalités croissantes, multiplication de conflits internationaux toujours plus violents nourrissent le ressentiment, la perte de confiance dans les institutions. Elles encouragent les divisions populaires qui sont travaillées et instrumentalisées par les forces d'extrême droite et populistes.

### **1.4. Face à la crise de régime, reconstruire une conscience de classe**

En s'entêtant à servir les puissances d'argent jusqu'à sa mort politique, le pouvoir Macron a ouvert une crise de régime inédite. Elle place l'extrême droite en solution de recours autoritaire pour certaines fractions de la bourgeoisie française.

En 2024, le Nouveau Front populaire a permis un sursaut républicain. Cela a empêché l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir sans arrêter pour autant sa progression électorale et idéologique, ni parvenir à imposer à Emmanuel Macron un gouvernement de gauche et une autre politique.

La succession de gouvernements, 49.3, motions de censure, sans qu'apparaisse une issue parlementaire, mine la confiance dans la représentation politique. Les institutions de la V<sup>e</sup> République sont à bout de souffle.

La crainte face à l'avenir, le recul du sentiment partagé d'appartenance à une communauté nationale, la sensation d'abandon des classes populaires, la crise des services publics, concourent au recul de l'universalisme républicain et à la montée des replis identitaires.

Le déclassé social et international du pays a affaibli les solidarités, généré du fatalisme et du repli. Les politiques conduites par les gouvernements et les entreprises ont creusé les divisions entre les travailleurs. Elles opposent les chômeurs aux précaires, les statutaires soumis à l'intensification du travail aux travailleurs fragmentés en petites unités, les travailleurs nationaux aux travailleurs étrangers, les salariés des sous-traitants à ceux des donneurs d'ordres, ceux de la production à ceux de la distribution, ou encore les employés du public à ceux du privé. Ces clivages s'étendent aussi entre les générations d'actifs, selon leur niveau de diplôme ou leur reconnaissance professionnelle. Les sur-exploitations fondées sur des critères sexistes et racistes servent à exercer une pression à la baisse sur les salaires et l'emploi de l'ensemble des travailleurs. À cela s'ajoutent l'individualisation des objectifs et des qualifications, ainsi que la généralisation du management algorithmique, qui achèvent de morceler le monde du travail.

En affaiblissant la conscience de classe, ces politiques économiques et sociales ont alimenté directement l'extrême droite, qui pointe ces divisions non pas pour les dépasser, mais pour désigner des boucs-émissaires et protéger la classe capitaliste. Cela peut conduire à des tentations de repli chauviniste en France, en espérant qu'un pouvoir autoritaire protège : c'est non seulement vain dans une économie mondialisée, mais ce sont les mêmes nationalistes d'extrême droite qui sont les serviteurs du trumpisme.

L'extrême droite profite pleinement de cette situation. S'appuyant sur de grands groupes multimédias et se déployant sur les réseaux sociaux, elle se dédramatise et gagne en influence. Elle se présente comme seule défenseuse des catégories populaires. En réalité, elle porte, en direction de la bourgeoisie, une solution autoritaire de sortie de la crise française. Ses propositions tournent le dos aux urgences sociales comme aux exigences de la transition écologique. Pour le seul bénéfice du capital, son discours raciste et suprémaciste oppose entre eux les différents secteurs du monde du travail. L'extrême droite se nourrit aussi de l'ordre patriarcal et alimente des mouvances masculinistes. Dans les pays où elle accède au pouvoir, il s'en suit systématiquement un recul historique des droits des femmes. En France, moins de dix ans après #MeToo, cette offensive idéologique produit une remise en question de l'égalité et des droits des femmes, avec une évolution particulièrement inquiétante chez les jeunes générations.

Sa conception identitaire de la nation représente un changement de régime, un grave danger pour la République. Une victoire du Rassemblement National libérerait encore plus l'expression du racisme et des logiques de stigmatisation, elle favoriserait la remise en cause des libertés publiques et syndicales et conduirait à une volonté de museler les forces politiques de gauche et de progrès. S'il l'emportait en 2027, il chercherait immédiatement à faire adopter un projet de révision constitutionnelle instaurant la "préférence nationale", imposant au pays un système de ségrégation ethnique.

Pour livrer ces assauts, le capital s'est appuyé sur les gouvernements de droite. D'autres se réclamant de la gauche ont, eux aussi, joué des mécanismes de division sociale à l'appui des politiques de l'Europe capitaliste pour imposer des attaques sans précédent contre les travailleuses et travailleurs notamment avec le cycle de lois "travail" initiés avec El-Khomri - sous Hollande, et prolongés sous Macron.

Au nom d'un pseudo-réalisme économique et d'une crédibilité institutionnelle, une partie de la gauche demeure prisonnière d'une politique qui refuse de rompre clairement avec ce passif. Cette logique est plus intenable que jamais dans la nouvelle étape de la crise du capitalisme. De plus, la proposition décroissante dogmatique, moralisatrice et multipliant les injonctions individuelles éloigne tout autant d'une perspective d'émancipation.

Le point cardinal du défi de la gauche est d'unir les catégories populaires. C'est seulement sur des perspectives transformatrices au service du monde du travail qu'elle pourra gagner à nouveau. De ce point de vue, en organisant des oppositions entre peuple et élite, entre centre et périphérie, entre quartiers populaires et France des pavillons, en agrégeant des demandes diverses, comme autant de parts de marché électorales, en donnant la priorité aux affects, la gauche s'éloigne du renforcement d'une conscience de classe.

De la même manière, les discours communautaristes, les outrances flirtant parfois avec l'antisémitisme, divisent tous ceux et toutes celles qu'il faudrait unir dans le combat pour le dépassement du capitalisme. Acter des divisions entre travailleurs, de l'affaiblissement historique du mouvement ouvrier organisé et des forces de gauche, c'est renoncer au rassemblement de notre classe et à l'édification d'une dynamique majoritaire en capacité d'inverser le rapport de force, condition indispensable pour faire face à la progression de l'extrême droite et ouvrir un chemin d'espoir.

Par ailleurs, une conception verticale du changement largement déléguée à des représentants institutionnels, en particulier à la figure présidentielle, décrédibilise les possibilités transformatrices de l'implication populaire. La conquête électorale de l'appareil d'État restera infructueuse sans penser la conquête du pou-

voir sur la production et l'affranchissement de la société de l'emprise du capital. La gauche restera structurellement minoritaire, en rupture avec sa base sociale historique sans intervention populaire agissante.

Ce d'autant que le mouvement social a été puissant ces dernières années sous des formes diverses. Bien sûr il s'est heurté à des oppositions patronales et politiques féroces. Il a cependant permis l'expression de l'affrontement de classe avec des victoires sur les salaires dans de nombreuses entreprises ou encore un mouvement sur les retraites devenu majoritaire dans le pays. S'il n'a pas empêché la réforme, il a définitivement mis en minorité le pouvoir Macron. Il a contribué à la prise de conscience populaire de droits à défendre et caractérisé le pouvoir d'agir d'une classe en soi.

Face à cela, le pouvoir politique, à l'appui des puissances d'argent, a réagi par la coercition depuis les lois "travail", avec une répression syndicale d'une ampleur inédite : la seule CGT comptabilise un millier de syndicalistes menacés par la justice ou le patronat, jusqu'à ses premiers dirigeants et la secrétaire générale elle-même jetée devant les tribunaux par une organisation patronale.

Le PCF réaffirme le rôle incontournable des luttes dans la construction d'une majorité populaire agissante et la nécessité d'un travail complémentaire des organisations syndicales et politiques dans le respect du rôle et de la souveraineté de chacun. Les obstacles rencontrés par le mouvement syndical comme l'affaiblissement du PCF participent des difficultés à faire gagner un projet politique révolutionnaire porté en commun contre la classe capitaliste.

Pour les forces de gauche, l'enjeu n'est pas de se partager une part du marché électoral plafonnant à 30%. Il s'agit avant tout de reconstruire une base sociale solide. Cela passe par deux actions essentielles : rendre visibles et compréhensibles les intérêts opposés entre les travailleurs et la classe capitaliste ; construire des convergences et forger une conscience de classe entre les différentes catégories de travailleurs. C'est une nécessité de reconstruire un projet politique, articulant les enjeux du monde du travail, de l'environnement et des progrès scientifiques et technologiques, capable de parler à la majorité sociale ayant un intérêt commun, de proposer une perspective de transformation crédible, progressiste.

Sans ce travail de fond, toute recomposition restera fragile et incapable de disputer le pouvoir à la droite et à l'extrême droite lors des échéances de 2027 et au-delà. Le risque n'est pas seulement la victoire de l'extrême droite et l'échec de la gauche en 2027 mais sa marginalisation durable dans le champ politique.

## **1.5. Le PCF au service de la conquête des pouvoirs par les travailleurs**

Un espace politique s'ouvre : le PCF doit y jouer un rôle décisif.

Depuis les deux derniers congrès, beaucoup de travail a été accompli, le PCF s'est de nouveau rendu visible, en remettant la question de l'emploi et du travail dans le débat, en révélant le scandale des 211 milliard d'euros d'aides publiques aux entreprises, en faisant entendre une autre voix sur les questions internationales, en formulant grâce aux livrets thématiques consolidant les positions innovantes et transformatrices des communistes sur les grandes questions se posant à la société, dont les questions écologiques avec le "plan climat". Cette visibilité retrouvée n'a pas permis de réaliser une percée politique. Aujourd'hui, la situation exige de passer à une nouvelle étape pour peser davantage sur le débat public. Ce qui suppose de cibler des priorités sur lesquelles les citoyens accorderont aux communistes leur confiance et leur adhésion.

La construction de combats unitaires doit être une priorité. Si l'adversaire s'emploie à fragmenter le salariat, à opposer les catégories populaires entre elles et à dissoudre la conscience de classe, les transformations du travail font aussi émerger de nouvelles convergences. Ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres, subissent, à des degrés divers, la même domination, faite d'exploitation, de précarisation, de perte de sens du travail et de dépossession des choix sur la production. Cette réalité exige du PCF qu'il engage un travail de fond sur les recompositions des structures de classe : les qualifier, les définir, leur donner un sens politique, autrement dit les repenser concrètement. Le 40<sup>e</sup> congrès donne mandat au conseil national pour mener ce travail afin de reconstruire des repères communs, des intérêts partagés et une perspective collective.

Pour y parvenir, le PCF fait de la politisation de la lutte des classes une priorité. En tissant des solidarités concrètes et en permettant la construction d'une identité collective, il s'agit de répondre aux aspirations populaires en démontrant la nécessité de défendre des intérêts de classe. Cela suppose des transformations révolutionnaires amplifiant l'intervention populaire, ainsi que l'organisation et la réimplantation du PCF dans les entreprises, les territoires et les institutions. C'est par cette dynamique que s'ouvrira la voie de la conquête des pouvoirs et du dépassement du capitalisme.

## PARTIE II

# La paix, le travail et la République au cœur du projet communiste

### 2.1. Le parti pris de la paix et des coopérations internationales

Alors que l'impérialisme emmène la planète vers une possible guerre généralisée, les derniers gouvernements ont accéléré la soumission de la France à l'OTAN, bras armé des USA, et ont suivi en cela les impasses de la construction capitaliste et atlantiste de l'Union européenne.

Les classes dirigeantes françaises s'inscrivent dans des logiques de guerre et de militarisation de l'économie qui piétinent le droit international, prolongent les évolutions contemporaines du capitalisme et entraînent la France vers une confrontation globale meurtrière.

Le PCF défend une politique indépendante et souveraine de paix, sur la base du droit international et de la Charte des Nations Unies, au service de la construction d'un nouvel ordre du monde, de peuples et de nations souverains et associés. Les aspirations qui émanent des peuples du "Sud global", de pays des BRICS, de la CELAC (Communauté des États latino-américains et des Caraïbes) ou de l'Union africaine, en faveur du multilatéralisme et contre l'hégémonie du dollar sont des bases pour agir.

Une politique de paix ne signifie pas uniquement une absence de guerre, mais une action politique pour la résolution des causes des conflits et des crises internationales qu'elles soient politiques, économiques, sociales, climatiques. Ce n'est pas une politique de capitulation, mais une action résolue de la France en faveur de l'émancipation, de la souveraineté démocratique des peuples et du droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Cela implique le refus des ingérences extérieures qui remettraient en cause leurs aspirations et la reconstruction d'une politique indépendante de défense nationale et populaire. C'est une action pour la culture de paix afin de prévenir les conflits en s'attaquant à leurs causes profondes par la négociation et de renforcer la culture de paix par l'éducation, le respect des droits humains, le développement économique et social partagé, l'égalité femmes-hommes, la participation démocratique, la liberté d'information et de communication.

Le PCF porte l'exigence que la France reprenne en mains ses moyens d'actions indépendants :

- ✘ Par la sortie immédiate de l'OTAN, première étape vers sa dissolution et la construction d'un espace de sécurité collective européen, de l'Atlantique à l'Oural, dans l'esprit d'Helsinki.
- ✘ Par la remise en cause des traités européens et de la logique capitaliste de la construction de l'UE dans la perspective de la construction d'une Europe de peuples et de nations libres, souverains et associés. Cela implique notamment de rechercher des coopérations à géométrie choisie au sein desquelles les peuples décident en toute souveraineté, dans le cadre national, des projets qu'ils nouent entre eux, que ce soit dans les domaines industriel, climatique ou d'alignement des droits sociaux et démocratiques sur le mieux-disant. La bataille pour y parvenir implique la redirection de la création monétaire de la BCE vers un fonds de développement économique, social et écologique européen. Cela implique de se donner pour objectif de reconquérir la représentation communiste au Parlement européen lors des élections européennes de 2029.
- ✘ Par la reconstruction d'une politique et d'un outil de défense nationale et populaire indépendante, placée sous contrôle exclusif du Parlement et du peuple. Il s'agit de construire un nouveau lien entre l'armée et la nation. Il est urgent de cesser le démantèlement des industries stratégiques massivement privatisées et vendues à la découpe. Le PCF appelle à la reconstruction d'une base industrielle et technologique de défense sous contrôle de la nation, fondée sur la dualité des activités civiles et militaires, constituée autour d'un pôle public de défense, auxquelles pourront s'adosser les TPE et PME dans des collaborations mutuellement avantageuses. Les besoins capacitaires et budgétaires alloués aux armées doivent être réorientés exclusivement vers les besoins de la défense nationale. Ils ne peuvent pas être utilisés comme prétexte pour mener une politique renforcée d'austérité de démantèlement des droits sociaux, des services publics

et de reculs écologiques. Le PCF appelle à l'ouverture d'un débat sur la relation entre la nation et l'armée, répondant aux enjeux contemporains de la sécurité de la France et de la sécurité globale. Face à la fédéralisation des politiques de défense et nucléaires en Europe, le PCF défend la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux de coopération répondant aux intérêts communs des peuples européens.

Cette politique souveraine est le moyen de rebâtir une politique de paix et de coopérations internationales :

- ✘ Par une politique nouvelle envers le continent africain, d'égal à égal, rompant avec les vestiges du néo-colonialisme de la "Françafrique" remise en cause par l'exigence des peuples de voir respecter leur souveraineté dans tous les domaines, alors que l'impérialisme français arrive à une fin de cycle. Les accords de défense doivent être renégociés sur cette base. Le franc CFA/Eco doit être démantelé en faveur d'une monnaie pleinement souveraine. L'espace méditerranéen doit être un espace de paix et de coopération, sans intervention impérialiste extérieure ni ambition néocoloniale, pour les droits des migrants fondés sur le droit international, pour sauver la Méditerranée de la crise climatique, pour une résolution des conflits fondés sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les principes de sécurité collective.
- ✘ Par une action pour remettre l'ONU et ses agences au centre des relations internationales et par la réforme de l'Organisation, il s'agit de faire correspondre son fonctionnement aux recompositions mondiales, et d'en revenir aux principes de la conférence de San Francisco. Les objectifs de développement durable de l'ONU doivent faire l'objet d'engagements internationaux nouveaux pour être pleinement réalisés. Comme membre permanent du Conseil de sécurité, la France doit y jouer un rôle essentiel.
- ✘ Par la défense de l'action Bureau International du Travail et de la Charte de Philadelphie.
- ✘ Par la défense de l'accord de Paris sur le climat.
- ✘ Par la relance de négociations pour un désarmement global, multilatéral et négocié, en premier lieu dans le domaine nucléaire. La France doit siéger comme observatrice au traité TIAN (Traité sur l'interdiction des armes nucléaires) et respecter ses engagements pris dans le cadre du TNP (Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires).
- ✘ Par la réforme des institutions financières internationales, l'encouragement aux processus de dédollarisation, pour la construction d'une monnaie commune mondiale, et la réorientation de la création monétaire des banques et banques centrales vers le développement, la préservation de la planète et l'émancipation de toutes et tous. En ce sens, le PCF soutient l'appel "Pour une révolution des financements internationaux pour le climat", lancé depuis Belém (Brésil) en novembre 2025.

## 2.2. Le parti pris de la République refondée

Dix ans de macronisme ont profondément aggravé la crise de la démocratie en France. La crise de régime ouverte avec l'agonie de celui-ci, l'atrophie de la vie publique approfondie par une Ve République à bout de souffle, la défiance d'une large partie de la société envers la politique, le creusement sans fin des inégalités engendrées par les politiques néolibérales, nourrissent la montée de l'extrême droite, les violences de groupes fascistes ou néonazis, les offensives des fondamentalismes religieux contre les principes de la République, les replis identitaires et obscurantistes, les menées racistes et antisémites. C'est la République elle-même qui s'en retrouve en grand danger.

L'aspiration à une démocratie renouvelée ne s'en exprime pas moins à l'occasion de toutes les mobilisations et de tous les scrutins. L'heure est à une refondation républicaine de la France.

### 2.2.1. Une République démocratique, laïque, universaliste, sociale

La République pour laquelle militent les communistes doit redevenir pleinement démocratique, laïque, universaliste. Elle vise à "pousser jusqu'au bout" les principes édictés par les Lumières et la Révolution française, dont Marx disait qu'ils avaient fait "éclore l'idée communiste". Elle entend s'appuyer sur sa conception de la nation, définie comme communauté politique des citoyens et des citoyennes, qui récuse toute référence ethnique ou filiation religieuse telles qu'il en existe ailleurs en Europe ou dans le monde. Elle revendique l'héritage des grandes révolutions françaises qui ont affirmé l'égalité des droits, la souveraineté populaire et l'universalité de la citoyenneté contre les privilèges : de 1789 et la Commune de Paris jusqu'au Front populaire et à la Résistance, ces combats ont posé les fondements d'une République conçue comme un projet d'émancipation humaine. Ce combat républicain est un combat de classe car la République ne peut devenir pleinement démocratique et sociale sans remettre en cause la domination du capital sur le travail.

Redonner du sens à la démocratie, c'est permettre au peuple et à la nation de conquérir leur entière souveraineté dans des institutions nouvelles. C'est défendre et étendre les libertés publiques aujourd'hui menacées, rapprocher les citoyens et les citoyennes des lieux de décision, promouvoir le pluralisme des idées et de la culture, garantir l'indépendance des médias face aux entreprises de concentration à l'œuvre. C'est assurer la sécurité des populations tout en les prémunissant de toute dérive liberticide.

Réaffirmer l'engagement laïque de la République, c'est faire respecter scrupuleusement la séparation des Églises et de l'État, préserver la société des dérives communautaristes, défendre la liberté de conscience qui garantit que chacune et chacun puisse accéder à une pleine citoyenneté. C'est également concourir à l'unité du monde du travail contre tout ce qui le divise.

Proclamer l'universalité des droits humains, c'est refuser les tentatives réactionnaires de les limiter et de les hiérarchiser en fonction de l'origine, du sexe, des héritages culturels. C'est agir pour l'égalité réelle entre toutes et tous, ce qui suppose en premier lieu d'œuvrer à la révolution féministe sans laquelle aucune grande avancée des droits universels ne sera possible.

Rendre sociale la République, c'est lui permettre de concourir à l'émancipation humaine, c'est permettre aux hommes et aux femmes de se libérer de l'exploitation comme de toutes les formes d'aliénation sociale. C'est donner à tous et toutes les moyens de remettre en cause la domination du capital, de contrôler les choix faits en leur nom et d'en décider, à la cité comme sur les lieux de travail, grâce à la conquête de nouveaux pouvoirs.

### **2.2.2. De nouvelles institutions au service de la souveraineté populaire**

Le système institutionnel français ne répond plus aux exigences du temps. La Ve République s'est progressivement enfermée dans un présidentialisme qui marginalise le Parlement et éloigne les citoyennes et les citoyens des décisions.

Le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral en 2002 ont renforcé cette personnalisation du pouvoir. Le Parlement, pourtant dépositaire de la souveraineté nationale, est trop souvent réduit à entériner les choix de l'exécutif, sous la contrainte du 49.3 et d'un ordre du jour verrouillé. Cette concentration nourrit la frustration et fragilise la démocratie.

Il est temps d'ouvrir le chantier d'une nouvelle République. Rompre avec le présidentialisme signifie refonder l'État et la vie politique du pays sur un principe clair : la souveraineté appartient au peuple.

Cela suppose de redonner toute sa place à la représentation nationale. Le Parlement doit redevenir le cœur de la vie démocratique, avec des pouvoirs renforcés de contrôle et d'initiative, une véritable capacité d'évaluation et la maîtrise de son ordre du jour. L'instauration d'une proportionnelle réelle, assurant à tous les courants une représentation correspondant à leur influence électorale, est indispensable pour que chaque voix compte et que le pluralisme soit respecté.

Mais la souveraineté populaire ne peut s'exercer uniquement lors des élections. La démocratie ne peut être une simple délégation mais doit être un processus permanent : référendum d'initiative citoyenne encadré et droit de pétition effectif.

Cette exigence doit également s'incarner dans tous les territoires. Depuis la Révolution française, les collectivités locales sont le cœur battant de la République, elles doivent disposer des moyens (financiers comme humains) nécessaires pour répondre aux besoins des populations. Une et indivisible, elle ne peut être morcelée, au nom d'une fausse décentralisation, par un fédéralisme source de compétitivité, de fracture et d'inégalités. Une République démocratique est une République qui fait confiance à ses territoires et qui garantit leur égalité devant la loi commune. Les communistes ne se résignent pas à la poursuite de l'affaiblissement politique et économique des communes et des départements.

Assoir la démocratie, c'est garantir l'État de droit où nul n'est au-dessus de la loi et où les libertés sont protégées contre l'arbitraire. La justice, indépendante et accessible, en est la garantie essentielle, veillant à l'égalité de toutes et de tous devant la loi et au contrôle de l'action publique. La police et la gendarmerie assurent la sécurité des citoyennes et des citoyens. Leurs missions sont indispensables, dans le respect strict des droits, sous le contrôle de l'autorité judiciaire. Par ailleurs, une institution indépendante doit permettre les recours contre tout abus. C'est cet équilibre entre sécurité et libertés qu'entend fonder une politique républicaine de tranquillité publique.

Enfin, il ne peut y avoir de démocratie politique sans démocratie sociale. Les grandes orientations économiques, industrielles et écologiques ne peuvent être abandonnées aux seuls marchés financiers. Dans un

contexte de concentration du pouvoir économique entre les mains du capital, l'entreprise demeure un lieu central de domination et d'exploitation, où les décisions stratégiques - production, investissements, emploi, organisation du travail - échappent largement à celles et ceux qui produisent les richesses. Cette contradiction est au cœur de la crise démocratique contemporaine.

Droits nouveaux et nouveaux pouvoirs pour les salariés et les usagers des services publics, maîtrise publique des secteurs stratégiques, développement et garantie des services publics doivent être au cœur du pacte républicain. Ce sont aussi de nouveaux pouvoirs à conquérir à travers des comités d'usagers à toutes les échelles, assemblées locales de suivi et de contrôle des aides économiques accordées aux entreprises, et de pilotage des projets de formation et d'emploi.

C'est ainsi que le peuple retrouvera la maîtrise de son avenir.

### **2.2.3. La bataille de l'égalité et de l'universalité des droits**

#### *2.2.3.1. Porter l'ambition d'une révolution féministe universaliste*

Le PCF porte l'ambition d'une révolution féministe universaliste pour libérer la société du capitalisme et du patriarcat, pour mettre fin aux violences faites aux femmes, et réaliser l'égalité dans toutes les sphères de la société.

Les communistes font du combat contre toutes les violences de classe, contre les violences faites aux femmes et contre toutes les dominations patriarcales, une dimension majeure de leur combat émancipateur.

Ils portent l'exigence d'un modèle de société dénuée de rapports de domination, de marchandisation, de contractualisation et d'exploitation des corps.

Santé, travail, logement, mobilité, sécurité, éducation : les communistes portent un projet féministe qui repose sur la promotion et le développement des services publics afin d'assurer l'accès aux droits pour toutes et tous à égalité sur l'ensemble du territoire et dans tous les domaines.

La lutte contre l'extrême droite est historiquement liée à la définition même du combat féministe des communistes, porté par une culture de paix, de justice sociale et de solidarité internationale.

Un projet communiste ne peut être ainsi que féministe.

#### *2.2.3.2. Combattre le racisme, l'antisémitisme et toutes les discriminations*

Les communistes veulent une société inclusive. Ils combattent toutes les discriminations et refusent toute forme d'essentialisation. Une République qui lutte contre les discriminations agit pour la reconnaissance et le respect du droit de vivre librement son orientation sexuelle et son identité de genre. Elle agit pour en finir avec les logiques validistes, pour créer les conditions d'une égalité réelle et pour garantir aux personnes handicapées de vivre dignement et sans entrave, dans une société accessible à toutes et à tous.

Pas d'émancipation sociale sans élimination du racisme, pas plus que de perspective sérieuse d'éradication du racisme sans progression du projet communiste et sans internationalisme.

Le racisme, les replis identitaires, xénophobes et nationalistes, trouvent dans le capitalisme en crise et en guerre un terreau très fertile. Partout sont fabriqués des ennemis, des boucs émissaires pour diviser les peuples. Les citoyennes et citoyens de religion ou de culture musulmane subissent aujourd'hui des discours et des actes racistes intolérables, en héritage du racisme colonial visant les peuples du Maghreb et d'Afrique subsaharienne et procédant d'une dangereuse assimilation aux menées de l'islamisme radical. L'antisémitisme, qui a conduit dans notre pays à l'affaire Dreyfus et à la collaboration du régime pétainiste avec le génocide hitlérien, connaît un insupportable regain. La lutte contre toutes les formes de racisme est constitutive de l'histoire des communistes, elle est au cœur de leurs actions.

La tâche du PCF est de combattre tout ce qui alimente les fractures, ce qui divise notre classe, ce qui abîme les consciences que nous devons reconquérir pour reconstruire une dynamique majoritaire. L'antiracisme revêt en ce sens une dimension déterminante.

L'antiracisme des communistes est universaliste. Il rejette les assignations identitaires et les concurrences mémorielles. Un universalisme qui lutte contre toutes les formes de racisme, toutes les oppressions, pour

atteindre un objectif commun : l'égalité. La lutte contre le racisme et l'antisémitisme doit se fonder sur ce qui est en commun : les intérêts de classe. Elle s'inscrit indéfectiblement dans le combat pour la République sociale et laïque, pour la paix.

### *2.2.3.3. Agir pour une autre politique migratoire, républicaine et internationaliste*

Les communistes agissent pour une politique migratoire républicaine et internationaliste, face à l'indignité caractérisant la situation des nombreux êtres humains contraint à l'exil, face aux peurs et aux inquiétudes qui en découlent dans les pays d'accueil.

La politique migratoire du PCF repose sur quatre piliers : un internationalisme fait de coopérations solidaires ; le combat universel pour l'égalité, la régularisation des travailleuses et travailleurs sans papiers et la solidarité au sein du monde du travail quelque soit la nationalité ; un accueil digne et sécurisé des personnes migrantes, mutualisé en France et en Europe, reposant sur des dispositifs d'intégration ; la lutte contre tous les racismes, articulée au combat de classe.

Les communistes s'opposent à toutes réglementations visant à expulser et à enfermer des migrants dans des centres de rétentions extraterritoriaux ou toute tentative de création de milices similaires à la police étasunienne ICE. Les communistes s'opposent, dans ce cadre, à la stigmatisation de l'immigration au nom de l'insécurité dont elle serait porteuse. La nation politique qu'est la France doit rester la terre d'accueil qu'elle est depuis la Révolution française.

## **2.3. Le parti pris du travail, le défi du socialisme au XXI<sup>e</sup> siècle**

De longues années de politiques libérales laissent une France exsangue, son agriculture à la merci des accords de libre-échange, ses services publics malmenés.

Le bilan de ces politiques est un déclasserment des travailleurs et travailleuses dont l'extrême droite fait son lit. Elle a le plus progressé sous les quinquennats Hollande et Macron.

La qualité du travail se dégrade au-delà de la précarité statutaire par l'intensification des rythmes, la montée des contraintes managériales et algorithmiques, la perte d'autonomie et de sens. Dans les entrepôts de la logistique, dans les plateformes de services, dans les open-spaces des entreprises numériques comme dans les services publics sous-dotés, des millions de travailleurs et travailleuses décrivent un travail empêché, un écart douloureux entre ce qu'elles et ils pourraient faire et ce que le système leur permet de faire. Cette souffrance au travail n'est pas une affaire individuelle, elle est le produit d'une organisation du travail entièrement orientée vers la maximisation du profit au détriment de la qualité, de l'utilité sociale et des conditions humaines de réalisation.

L'affrontement capital-travail s'intensifie et les impératifs liés au changement climatique appellent à une rupture sans précédent pour faire reculer l'extrême droite et gagner le changement. Le PCF appelle à mettre en œuvre un nouveau modèle de développement garantissant une société des biens communs, de l'émancipation et du développement des capacités humaines et technologiques. Cette ambition pour la France prend résolument le parti du travail "comme premier besoin vital" en faisant reculer jusqu'à sa disparition "l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel" comme y invitait Marx.

### **2.3.1. Une visée révolutionnaire : le communisme.**

#### **Un processus : le socialisme aux couleurs de la France**

Le capital n'a pas seulement épuisé ses marges de croissance, il a méthodiquement détruit les bases productives et sociales du pays.

En l'état actuel des rapports de production, dominé par l'extraction massive de la plus-value produite par le travail et la financiarisation, les capacités humaines et technologiques sont subordonnées à la rente du capital, sacrifiées sur l'autel des profits, condamnées par les logiques court-termistes et spéculatives. Le capitalisme en crise est aujourd'hui incapable de développer les forces productives dans un monde multipolaire marqué par les rivalités impérialistes, l'épuisement des ressources et l'urgence climatique.

Les communistes ne se résignent pas à cette "fin de l'histoire" qu'on a voulu imposer dans les imaginaires.

La marche du monde n'est plus tenable, des transformations radicales indispensables se cherchent. L'ordre ancien résiste de toutes ses forces à l'expression d'une exigence de neuf. Comme l'écrivait Marx, "la pourriture est le laboratoire de la vie".

Pour garantir à chacun une vie digne, libre et heureuse, l'urgence est à relever l'immense défi du dépassement du capitalisme, à ouvrir avec le peuple une perspective révolutionnaire : le socialisme. En France, le communisme s'inscrit en profondeur dans l'histoire nationale et s'enracine dans un ensemble de conquêtes sociales qui ont fait reculer la domination capitaliste et impérialiste. Le PCF se réclame d'un communisme de son temps, entendu comme "*mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses*".

Le PCF est le parti du travail, un parti de classe face au capital, le parti du peuple travailleur qui résiste, qui revendique son émancipation et dont le rôle agissant détermine le changement. Il est au cœur de la France qui lutte, qui fait vivre les solidarités et qui manifeste son attachement à l'égalité, sa répulsion face aux injustices et à l'autoritarisme. Il lutte pour une société des égales et des égaux dans les mobilisations pour faire reculer jusqu'à leur éradication les inégalités salariales, les ségrégations genrées et toute discrimination ou violence validiste, sexiste, raciste qui sévissent sur les lieux de travail. Il revendique l'imposition des grosses fortunes, la suppression des exonérations fiscales dont bénéficient les grandes entreprises, la taxation des profits et des mesures contre l'évasion des capitaux. Mais face à la crise que traverse le pays comme bien d'autres, cela ne suffira pas si les marchés financiers décident de l'investissement et orientent l'économie vers la rentabilité immédiate plutôt que vers la satisfaction des besoins humains et la transition écologique.

Le PCF est engagé dans une bataille continue pour le développement de la démocratie dans l'ordre économique et politique.

Il nomme socialisme cette rupture avec le capitalisme jusqu'à son dépassement. Le socialisme est un processus historique de transformation sociale visant l'émancipation humaine. Il s'agit d'une société de transition, marquée par la coexistence et la confrontation entre des logiques héritées du capitalisme et des formes nouvelles de production, de propriété et de pouvoir appelées à se développer.

Le socialisme s'inscrit dans les contradictions du capitalisme contemporain, marqué par la domination de la finance, la mise en concurrence des travailleuses et des travailleurs, la subordination des besoins humains et écologiques aux logiques de profit. Dans ce contexte, il vise à reprendre le pouvoir sur l'économie : sur la production, sur l'investissement, sur les choix technologiques et sur l'organisation du travail.

Cette transformation repose sur l'appropriation sociale des moyens de production, la maîtrise publique et démocratique du crédit et de la création monétaire, le dépassement du marché du travail tel qu'il organise aujourd'hui la mise en concurrence et la subordination du salariat. Elle ne se décrète pas. Elle se construit dans les luttes, dans l'intervention du monde du travail et dans la conquête progressive de nouveaux pouvoirs, en articulation avec l'action politique et institutionnelle.

Le socialisme aux couleurs de la France nécessite le renversement du rapport de force entre capital et travail, une socialisation massive de la propriété, un nouveau pacte national où l'État comme les travailleuses et les travailleurs jouent pleinement leur rôle dans un processus démocratique refondé.

**Il s'organise autour de cinq piliers : planification démocratique d'objectifs sociaux et écologiques ; appropriation sociale et publique ; coopérations territoriales et internationales ; promotion des droits et des libertés ; émancipation culturelle.**

**Le socialisme aux couleurs de la France repose sur la planification des objectifs de développement, décidés, contrôlés et évalués collectivement.**

Désindustrialisation et financiarisation ont considérablement réduit les capacités du pays à répondre aux besoins sociaux et écologiques. Un pays sans industrie et agriculture fortes n'a pas d'avenir. Le projet communiste pour la France implique la planification du redéploiement productif pour renouer avec un développement continu et rapide des forces productives, appuyé sur la cyber-révolution, la robotique et les nouvelles révolutions énergétiques. Pour répondre aux besoins humains, le PCF porte un nouveau modèle de développement conditionné par la lutte contre le changement climatique. Celui-ci est fondé sur une nouvelle industrialisation et une transformation agroécologique adossées à des services publics démocratisés, renforcés, élargis et facteurs d'égalité, à la refonte des infrastructures publiques, à la réorientation de l'argent. Le « plan climat, Empreinte 2050 », travail inédit dans le paysage politique français, en constitue un exemple.

**Le socialisme aux couleurs de la France passe par une socialisation massive de la propriété** par l'extension de l'appropriation publique des moyens de productions, des nationalisations démocratiques ciblées, de

nouveaux critères de gestion. Cela nécessite le développement du pôle public bancaire et financier appuyé sur une transformation de la politique monétaire et du crédit afin de réorienter l'argent vers l'emploi, la formation, les services publics, la transition écologique, le nouveau mode de développement. Le PCF veut garantir pour toutes et tous la sécurité matérielle, l'accès au savoir, à la culture, à la santé et à la mobilité, afin que le développement des capacités humaines devienne le moteur du progrès social. Ces droits et pouvoirs nouveaux impliquent une profonde démocratisation articulée sur de nouvelles institutions populaires où s'exerce le pouvoir économique et politique.

La construction, à l'appui des luttes, d'une sécurité d'emploi et de formation permettra l'éradication du chômage en alternant périodes d'emplois et de formation avec une continuité de revenus pour permettre à chacune et chacun de réaliser ses potentialités individuelles en exploitant pleinement la cyber-révolution au service du développement des capacités humaines. Une telle avancée révolutionnaire serait un gain pour l'individu comme pour l'économie en développant l'emploi tout en réussissant la transition écologique.

**Le socialisme aux couleurs de la France s'appuie sur le développement de coopérations** industrielles, scientifiques et technologiques mutuellement avantageuses entre nations souveraines. Il récuse le repli national et la mise en concurrence généralisée des travailleurs et des peuples. Les coopérations doivent permettre le partage des savoirs, le développement des capacités productives et la satisfaction des besoins humains dans le respect des exigences sociales et écologiques. Elles contribueront à engager la décolonisation numérique en reconstruisant une souveraineté numérique française et européenne.

**Le socialisme aux couleurs de la France porte la promotion des droits et des libertés** à travers le prisme de l'émancipation sociale, considérant que les libertés publiques ne peuvent s'épanouir sans droits sociaux fondamentaux. Il place l'égalité réelle au cœur de son programme, en défendant fermement les droits des femmes, l'égalité professionnelle et la lutte contre toutes les formes de discriminations. Sur le plan démocratique, il porte une protection absolue des libertés fondamentales, politiques, syndicales et associatives ainsi que la liberté de la presse. Enfin, il insiste sur une extension inédite des droits et libertés jusqu'au sein même des entreprises, afin d'arracher de nouveaux pouvoirs d'intervention pour les travailleuses et travailleurs.

**Le socialisme aux couleurs de la France promeut l'émancipation culturelle.** Cette émancipation est le résultat d'une double dynamique : d'une part une culture commune de haut niveau pour répondre aux défis du siècle, ce qui nécessite un service public national de l'éducation pour construire cette culture et la transmettre à toutes et tous, à égalité ; d'autre part la promotion de la liberté de création, des arts et de la culture, ce qui implique de placer les artistes et créateurs sous la protection de la République face aux attaques obscurantistes. L'émancipation culturelle est un horizon de libération individuelle et collective et un levier essentiel de transformation sociale. À l'heure de la montée des forces d'extrême droite, cette émancipation culturelle est un enjeu stratégique pour combattre les rapports de domination. Elle doit être l'affaire de toutes et tous. L'État doit protéger l'art et la création de la domination de l'industrie numérique nord-américaine, qui pille leurs contenus et les uniformise. L'État et les institutions culturelles ont un rôle essentiel à jouer pour démocratiser l'accès à la culture, aux arts et à la création.

### 2.3.2. Un nouveau modèle de production

#### *2.3.2.1. Reprendre en main et développer l'outil industriel*

Le développement d'une nouvelle industrialisation pour la France est une urgence vitale. L'industrie est la colonne vertébrale économique. Par la création des richesses issues du travail, elle permet de faire vivre les territoires, de répondre aux besoins humains, de produire pour financer les conquêtes sociales et les services publics. Elle est centrale pour organiser la transition écologique. Le renouveau industriel en France est un enjeu démocratique, un enjeu de souveraineté pour répondre aux besoins humains, un enjeu de revitalisation économique au service de tous les territoires. C'est le seul secteur à générer trois à quatre emplois dans les services et les autres secteurs de l'économie pour un emploi industriel créé. Le PCF propose un nouveau pacte national pour une nouvelle industrialisation motrice de développement économique et social. Il s'agit de protéger l'appareil productif du court-termisme des marchés et de la rapacité des actionnaires. Dans l'immédiat, l'urgence est à un moratoire sur les licenciements et les fermetures de site. Planifier permettra d'engager le renouveau industriel dont le pays a besoin en transformant les modes de production pour décarboner l'industrie sans casse sociale.

Le pays a besoin d'un État qui définit les filières stratégiques prioritaires pour un nouvel essor des forces

productives appuyé par la révolution informationnelle, pour affronter la crise climatique, garantir la souveraineté nationale et la réponse aux besoins publics.

La transition écologique suppose une adaptation au changement climatique et une transformation profonde de nombreuses industries, de l'énergie au bâtiment, en passant par les matériaux. Les infrastructures portuaires et ferroviaires ont besoin d'investissements massifs pour favoriser le fret maritime, fluvial et ferroviaire et faire reculer la part modale du routier.

La mise en œuvre d'une nouvelle stratégie industrielle suppose également une remise en cause des règles de fonctionnement et des traités de l'Union européenne. Les politiques de concurrence, les contraintes budgétaires et les règles encadrant les aides publiques entravent les stratégies industrielles publiques. Les communistes agissent pour permettre la planification écologique, le développement des services publics et le renouveau industriel. Contre le dumping économique et social à l'échelle de l'Union européenne, les communistes sont de toutes les luttes. Dès aujourd'hui, il faut interdire la concurrence déloyale : une production agricole ou industrielle interdite sur le territoire français ou européen doit être interdite à l'import.

La nouvelle industrialisation voulue par le PCF défend la relocalisation des productions nécessaires, nourrie par les échanges et les coopérations en Europe et au-delà.

Le renouveau industriel implique un renouveau démocratique. Les nationalisations démocratiques impliquent de nouveaux critères de gestion débattus avec les travailleuses et travailleurs concernés. Contre l'absolutisme de marché, les communistes veulent étendre la démocratie en ouvrant des droits nouveaux au monde du travail pour proposer, pour s'opposer, pour agir à l'entreprise. L'argent public versé aux entreprises doit être conditionné et contrôlé dans des commissions réunissant travailleuses et travailleurs, élus locaux et parlementaires. La maîtrise publique et démocratique du crédit, de l'investissement et de la création monétaire, l'extension du pôle public bancaire permettra de garantir l'accès à l'argent pour financer le renouveau industriel.

### *2.3.2.2. Refonder le modèle agricole*

Pour produire une alimentation de qualité et garantir la souveraineté alimentaire, il est nécessaire d'engager une transformation agroécologique d'ampleur faisant face aux enjeux environnementaux et sanitaires. Elle doit être fondée sur la complémentarité entre espèces, variétés, habitats et les cycles naturels. Le PCF propose de favoriser l'auto-fourniture des moyens de travail (semences, engrais, nourritures animales...) plutôt que les intrants extérieurs achetés sur le marché.

La révolution agroécologique est une bataille continue contre l'extorsion de la valeur créée par le travail des agriculteurs et agricultrices, qu'organise un puissant complexe agro-industriel financiarisé. L'absorption de l'agriculture dans le mode de production capitaliste crée une concentration agraire au détriment des exploitations familiales. Le salariat agricole se développe, il ne peut plus être invisibilisé, il doit obtenir de nouveaux droits. Le PCF doit travailler son intervention en sa direction.

Les communistes portent un Pacte d'avenir pour l'installation de 100 000 agriculteurs et agricultrices, pour sécuriser leurs revenus, développer de nouveaux services publics et de nouvelles coopérations internationales.

Ce nouveau modèle agricole va de pair avec la nouvelle réindustrialisation agro-alimentaire. Les communistes agissent pour la mise en œuvre d'une planification alimentaire territoriale fondée sur le développement de filières de proximité et la diversification alimentaire, intégrant la collecte, le stockage, l'abattage, la transformation et la distribution.

### *2.3.2.3. Placer l'énergie au cœur d'une nouvelle stratégie industrielle et climatique*

Le secteur énergétique, stratégique pour le pays, est à extraire des logiques de concurrence. Pour cette raison, le PCF propose notamment de ne pas appliquer les directives européennes et de sortir du marché de l'énergie. Il défend ainsi la constitution d'un pôle public de l'énergie constitué des grandes entreprises concernées (Edf, Engie, Total énergie) permettant de sécuriser les réalisations, la production, la distribution, les investissements, les dépenses humaines et les moyens pour la recherche garantissant au pays le contrôle et la souveraineté du secteur. Le pays a besoin d'un service public national de l'énergie, efficace et démocratisé. Dans la décision et la gestion, les salariés, les usagers comme les collectivités locales seront associés.

L'énergie est un bien de première nécessité au cœur du développement de l'humanité, mais sa production

est la principale responsable d'un dérèglement climatique lourd de dangers. Le PCF défend l'objectif de s'affranchir à terme des combustibles fossiles afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 en cohérence avec les engagements internationaux de la France, tout en répondant aux besoins individuels et industriels, en assurant l'indépendance énergétique du pays, en maîtrisant les coûts, en respectant l'environnement. Il est possible d'y parvenir par une production massive d'électricité grâce à un mix décarboné alliant nucléaire et renouvelables comme le prévoit le « plan climat, Empreinte 2050 ».

Cela passera par un renouveau de l'industrie à la hauteur des besoins pour assurer d'une part le renouvellement du mix électrique avec un doublement de la production d'électricité d'ici 2050 mais aussi pour assurer la décarbonation et l'électrification des usages dans le transport, l'agriculture et le logement ainsi que la décarbonation de secteurs clés de l'industrie comme la chimie et la production d'acier. L'énergie et les ressources naturelles comme l'eau sont des biens communs à extraire en priorité des marchés en les plaçant sous contrôle public.

### **2.3.3. Une société des biens communs, de l'émancipation et du développement des capacités humaines**

Le développement des services publics comme de l'appareil productif doivent être pensés comme deux dimensions d'une même stratégie de transformation sociale. Les services publics expriment les besoins collectifs de la société et orientent le développement.

Développer les transports publics implique de relancer une puissante industrie ferroviaire, et les besoins industriels nécessitent des installations ferroviaires et portuaires.

Une politique ambitieuse de logement nécessite de mettre en place un grand plan logement en relançant massivement la construction et la rénovation thermique des logements, et de créer un véritable service public national du logement s'appuyant sur un pôle public financier et une maîtrise publique du foncier.

Une politique ambitieuse de santé publique appelle le développement d'une industrie pharmaceutique et biomédicale sous contrôle public.

Ainsi, loin de s'opposer, services publics et production industrielle se renforcent mutuellement. Les services publics structurent les besoins sociaux et orientent la planification démocratique du développement productif. Le capitalisme fait de tout un marché. Pour les communistes, c'est l'Humain d'abord contre le capital. À la recherche du profit et de l'extension des parts de marché, les communistes agissent pour la promotion des biens communs et le développement des capacités humaines vers une nouvelle société d'émancipation sociale et écologique.

Le PCF souhaite mettre les biens communs sous contrôle public et augmenter la part des richesses dévolues à leur développement. Cela passe par les luttes et la recherche de coopérations à l'échelle européenne et internationale.

Conquêtes historiques, les services publics constituent de puissants leviers permettant de soustraire la satisfaction des besoins et des aspirations humaines à l'emprise du capital. Les communistes agissent localement et nationalement pour les préserver face aux attaques (austérité, marchandisation, fermetures et privatisations). La planification démocratique du déploiement de services publics est une des conditions de leur efficacité. Les bénéficiaires des services publics comme celles et ceux qui les font vivre par leur travail doivent être impliqués au cœur d'institutions nouvelles locales ou nationales.

La bataille universaliste pour l'égalité territoriale et l'effectivité des droits est prioritaire pour l'unité du monde du travail. Construire des solidarités, avoir accès près de chez soi à un bouquet de services publics, c'est essentiel pour rassembler le peuple de France. Le PCF défend l'égalité entre territoires aujourd'hui fracturés et confrontés à la métropolisation.

La planification territoriale, le renforcement des moyens alloués aux collectivités locales et le redéploiement des services de l'État sont nécessaires pour lutter contre l'isolement. Cela passe par la lutte pour l'accessibilité universelle aux services publics et au renforcement du statut de la fonction publique.

Le PCF propose de garantir tout au long de la vie, comme droits fondamentaux, les droits à la santé, à l'éducation et à la formation, à la sécurité, à un environnement sain, à un logement confortable, à la mobilité, à l'émancipation par le sport et la culture. Les communistes défendent le rôle majeur du mouvement associatif et de l'éducation populaire pour agir, pour s'organiser librement en complémentarité avec les services publics.

Les communistes agissent pour le développement d'une Sécurité sociale du XXI<sup>e</sup> siècle, répondant aux besoins humains, prenant en charge les soins à 100 %, y compris la perte d'autonomie, en lien avec le développement des services publics, revenant à une politique familiale universelle et garantissant une retraite de haut niveau, dès 60 ans à taux plein.

Les sauts technologiques numériques ouvrent de nouveaux possibles pour la promotion d'une société des communs émancipatrice avec une cyber-révolution informationnelle libérant les capacités humaines. À rebours de l'entre-soi algorithmique organisé par les monopoles capitalistes, les communistes sont opposés au capitalisme de plateforme dérégulé et aux logiques d'hypersurveillance. Ils veulent étendre la logique des services publics aux cyberspaces et promouvoir un numérique de la liberté et du partage. Les potentialités numériques, celle de l'Intelligence artificielle en particulier, doivent être mises au service de l'amélioration des services rendus aux usagers, des conditions de travail et du vivre-ensemble.

Le monde de la recherche est traversé par des logiques contradictoires : entre marchandisation et émancipation, entre contrôle et liberté. Face à cette tension, le PCF défend une recherche française ambitieuse, libérée des financements précaires et des objectifs court-termistes. Il s'agit de garantir des moyens pérennes, de valoriser les statuts des chercheurs et des doctorants, et d'ouvrir ces métiers à toutes et tous, en supprimant les barrières sociales et en renforçant un enseignement supérieur public capable d'absorber la vague démographique des dix prochaines années.

De même, la création artistique et les institutions culturelles ne peuvent se soumettre à des pressions idéologiques ou financières croissantes. En période de crise systémique, il est vital d'élargir les horizons intellectuels par la diffusion des œuvres et de protéger la liberté de création, de programmation et de diffusion tout en garantissant aux artistes, autrices et auteurs une continuité de revenus quel que soit leur discipline.

Face à ces grands défis nationaux et mondiaux à relever, la conquête d'une école commune pour toutes et tous, sur l'ensemble du territoire, réellement gratuite, est une priorité. Pour avoir la jeunesse la mieux formée, le PCF veut élever le niveau de connaissance de toute la jeunesse. Pour cela il propose d'augmenter le temps scolaire, de reconquérir le temps d'enseignement confisqués depuis plus de quinze ans, pour l'enseignement d'une culture commune de haut niveau de renforcer le service public de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de développer la recherche publique et de transformer l'éducation. À l'heure de la généralisation des réseaux sociaux et des intelligences artificielles génératives, une politique d'éducation à l'image et au numérique est indispensable pour construire une société fondée sur l'esprit critique et libérer la créativité. Il faut former des citoyens en capacité d'exercer leur libre arbitre dans un monde de plus en plus complexe.

Dans le monde entier, en France, la droite et l'extrême droite s'attaquent aux journalistes, aux scientifiques, aux artistes. Ils et elles doivent se savoir sous la protection de la nation tout entière parce que la libre circulation des arts, des savoirs et des idées est une condition nécessaire à toute société démocratique consciente, pour l'émancipation personnelle comme pour faire société commune. Le PCF défend les financements publics contre les monopoles privés qui cherchent à coloniser les imaginaires.

# PARTIE III

## Le parti en action

Force militante révolutionnaire, le PCF fait sa priorité de l'émancipation de chacune et chacun, condition de l'émancipation de toutes et tous. Il met chaque adhérente, chaque adhérent en capacité de contribuer au débat, à la décision, à l'action. Il s'adresse largement à l'ensemble du peuple de France, et en particulier aux travailleurs, avec un projet clair, identifiable et compréhensible, de nature à mettre en échec la droite et l'extrême droite, à faire grandir la conscience de classe dans le pays, à faire reculer les puissances d'argent. Il déploie sa force militante dans l'action politique, dans les luttes sociales, dans les batailles électorales d'un même mouvement.

### 3.1. Les batailles électorales de 2027

Les élections municipales de mars 2026 ont mis en lumière les tendances lourdes de la situation française. L'abstention sans précédent pour un scrutin de ce type a montré qu'une large partie du peuple se sent abandonné et ne trouvait pas de réponses à ses attentes de changements profonds. Dans le cadre d'un rapport de force électoral globalement défavorable aux forces progressistes, les succès de l'extrême droite en nombre de villes conquises et d'élus, ainsi que l'influence croissante qu'elle exerce désormais sur de très larges secteurs de la droite traditionnelle, ont confirmé la menace qu'elle représente désormais pour la République.

La gauche a globalement résisté, ce qui atteste que rien n'est joué à l'avenir. Mais sa crise de perspectives s'est également confirmée. Les logiques sociales-libérales s'exprimant de nouveau avec force en son sein, ont conduit à de nouveaux reculs significatifs du Parti socialiste. De même, les échecs enregistrés par Les Écologistes dans des villes qu'ils avaient conquises en 2020 ont marqué que ce courant ne parvient pas à répondre aux préoccupations environnementales dès lors qu'il se dérobe à la mise en cause d'un capitalisme menaçant l'avenir de l'humanité. Quant à La France insoumise, si elle a remporté une dizaine de municipalités importantes en captant le désir de radicalité d'une fraction de la jeunesse et des quartiers populaires, elle a également démontré que sa politique et ses pratiques hypothéquaient le rassemblement de majorités populaires au service de politiques progressistes : non seulement les fusions réalisées avec elle dans l'entre-deux tours n'auront généralement pas permis d'initier des dynamiques de victoire, mais ses listes seront parfois allées jusqu'à faire chuter délibérément des municipalités sortantes de gauche dont certaines à direction communiste, comme à Vénissieux.

Le PCF, qui avait fortement contribué à la formation de listes de large rassemblement dans tout le pays, a conservé et remporté plusieurs centaines de villes à l'occasion des premier et second tour, à commencer par la conquête de Nîmes. En dépit des échecs enregistrés dans un contexte globalement difficile pour la gauche, cela démontre l'atout que représentent les élus communistes pour le monde du travail comme pour la gauche, et l'espace qu'il revient au parti d'occuper en portant son projet propre et en le mettant à disposition des rassemblements sociaux et politiques répondant véritablement aux attentes populaires.

À la suite de ces municipales, les élections présidentielle et législatives de 2027 s'annoncent comme un rendez-vous politique déterminant pour l'avenir du pays. Le pire comme le meilleur sont possibles. Et les communistes souhaitent le meilleur pour le pays et pour la République.

La France est fracturée et elle subit un déclasserement important à tous les niveaux. Le monde du travail n'a jamais été autant divisé. Des territoires entiers sont abandonnés. Et la militarisation de l'économie imposée par le gouvernement provoque des souffrances supplémentaires dans tout le pays. C'est aussi le ressort d'un vote d'extrême droite de plus en plus important. Il n'y a pas de fatalité à cette situation. Bâtir une France heureuse et indépendante en mettant au cœur du projet communiste, le travail, la paix, la République démocratique, sociale et laïque, c'est possible. Les communistes veulent consacrer toute leur énergie à permettre une tout autre issue : de nouveaux jours heureux pour la France.

Le PCF, ses députés, ses sénateurs, ses milliers d'élus locaux sont en responsabilité partout dans le pays. Ils représentent une force importante avec un projet politique global qui revendique toujours son aptitude, son ambition et sa légitimité à gouverner pour la France, pour le peuple.

C'est pourquoi le PCF est légitime et crédible pour proposer aux Françaises et aux Français un pacte pour le redressement social, écologique et démocratique de la France. Un pacte qui replace au centre du débat public le travail et l'emploi, la justice sociale et l'égalité réelle, la souveraineté populaire et la refondation de la République, l'édification d'un nouvel ordre du monde fondé sur la paix et la coopération entre les peuples. Il s'agit de réparer la France et de faire reculer toutes les fractures, entre les citoyens, entre les territoires. L'essentiel est aujourd'hui d'ouvrir de nouveaux espoirs, de manière claire, utile, crédible et audible pour toutes celles et tous ceux qui cherchent des réponses, sans pour le moment les trouver.

Les grandes avancées dont a besoin le peuple se feront sur la base d'une conscience de classe retrouvée, dans les luttes, avec les communistes, leur projet révolutionnaire et leurs capacités d'organisation. Ce qui suppose que le PCF soit présent dans toutes les batailles sociales et dans toutes les batailles électorales.

Les communistes entendent, dès lors, engager toutes leurs forces au service du rassemblement majoritaire du peuple de France, autour d'une politique de classe seule à même de reconquérir le monde du travail. Plus que jamais, ils considèrent qu'il n'y aura pas de victoire possible et durable sans que la gauche retrouve un enracinement parmi celles et ceux qui subissent au quotidien exploitation et aliénation sociales, sans que se reconstruise la conscience de classe, sans que le grand nombre retrouve confiance en la force qu'il représente et sans que la puissance de sa mobilisation vienne renverser le rapport des forces.

Le PCF veut incarner cet espoir, avec sincérité, avec honnêteté, avec un projet construit avec les citoyens, avec le monde du travail, avec la jeunesse. Il veut le faire avec le peuple et pour le peuple. Il entend offrir une perspective politique dans le respect du dialogue républicain, sans outrance, sans brutaliser le débat, sans invective. Seule une très large union du peuple de France avec une nouvelle dynamique de rassemblement peut lever l'hypothèque de l'extrême droite sur l'avenir.

Dans ce cadre, comme cela a été fait lors de l'échéance de 2022 et fort de cette expérience, le 40<sup>e</sup> congrès propose aux communistes de prendre toute leur place lors de la prochaine élection présidentielle et de mettre en débat, dès le lendemain du congrès, ses propositions avec les citoyennes et les citoyens, avec le monde du travail, de la culture et de la création, avec les forces de gauche et écologistes, avec les militants syndicaux et associatifs. Les communistes sont donc en campagne dès aujourd'hui.

Dans le prolongement des choix faits au 38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> congrès, à la suite des décisions de la conférence nationale, et devant les défis qu'il s'agit de relever pour la France comme pour la gauche, les communistes considèrent avoir toute légitimité pour porter une candidature de rassemblement issue de leur rang, pour l'élection présidentielle comme pour l'ensemble des scrutins locaux et nationaux du pays.

À la suite de l'élection présidentielle, les élections législatives représenteront elles aussi un enjeu politique déterminant. Quel que soit celui ou celle qui emportera le scrutin présidentiel, c'est la configuration de l'Assemblée nationale qui déterminera en dernière analyse la majorité politique du pays.

Comme en ont attesté les élections législatives de 2024 et les élections municipales de 2026, c'est également à l'échelle de chaque territoire et de chaque circonscription qu'il sera possible de faire barrage à l'extrême droite et aux forces de droite sous son influence.

Le PCF s'emploiera, par conséquent, à construire les rassemblements les plus larges, afin de faire élire le plus grand nombre possible de députés de gauche, et parmi eux de députés communistes engagés aux côtés du monde du travail et des catégories populaires. Ces rassemblements devront défendre les droits et exigences du monde du travail, défendre le développement des services publics, porter une politique de reconquête industrielle, exiger la démocratie dans le cadre d'une République débarrassée du présidentielisme.

Sans attendre l'issue de la présidentielle, le PCF engagera les discussions nécessaires avec le reste de la gauche afin de déterminer, dans toutes les circonscriptions menacées d'un succès de l'extrême droite ou de ses alliés, les candidatures disposant de la meilleure implantation et de la meilleure représentativité pour l'emporter. Ces campagnes ne pourront exister qu'avec la mobilisation des militants et militantes. Le PCF s'appuiera sur ces expériences et ces expertises militantes pour développer ses structures et s'attachera à les renforcer entre chaque élection.

Ancrés dans l'histoire politique et sociale du pays et tournés vers l'avenir, les communistes revendiquent fièrement leur objectif collectif : conquérir le pouvoir pour reconstruire la France et la République, pour sortir du capitalisme et s'engager vers une société démocratique mettant l'être humain et la planète au cœur de ses priorités, vers le communisme.

Quelles que soient les difficultés du moment, c'est ce nouveau chemin qui doit s'ouvrir, grâce à l'engagement de toutes celles et tous ceux qui partagent la même volonté.

## 3.2. Du 39<sup>e</sup> au 40<sup>e</sup> congrès, l'organisation des communistes

Le dernier congrès, convaincu de la nécessité de se renforcer et de se structurer, s'était conclu sur des objectifs ambitieux en matière d'organisation, plusieurs enjeux majeurs étaient ciblés du renforcement en nombre d'adhérents jusqu'à la création de cellules en passant par la nécessité de renforcer la structuration du PCF dans les lieux de travail et les quartiers populaires ou encore en favorisant l'adhésion de femmes et le travail avec le MJCF.

Dès lors que les communistes font de leurs campagnes un outil au service du renforcement de leur organisation en allant à la rencontre du monde du travail, de la jeunesse et des quartiers populaires, cela se traduit par des adhésions. C'est un point d'appui majeur pour l'avenir, qui encourage à poursuivre des campagnes structurantes comme celle lancée autour de la défense de l'industrie et des services publics. Dans plusieurs endroits, cela a permis de constituer des cellules ou des embryons de groupes militants qui se retrouvent régulièrement et pourront, demain, former des cellules actives du parti en particulier dans les entreprises et les quartiers populaires.

La structuration du PCF demeure un enjeu majeur des années à venir, si dans certaines sections l'objectif d'une structuration en cellule pour être au plus près de la vie des adhérents est une réalité qui fait ses preuves y compris en termes de renforcement. Cela démontre le besoin de poursuivre ce travail de renforcement en direction des lieux de travail et de la jeunesse pour impulser une nouvelle dynamique dans ces fédérations. Cela passe par un travail fin sur les fichiers d'adhérents, par une politique de cadres qui permettent d'accompagner ces structures, par une politique de formation renforcée.

Le secteur formation a développé ses actions notamment auprès des cadres dans les stages cadres régionaux. Il est nécessaire d'analyser les résultats de ces stages. De même, le PCF s'est fixé l'objectif d'atteindre la parité parmi ses premiers responsables de sections et de fédérations. Ce n'est pas encore le cas. En revanche, l'organisation d'une assemblée des femmes annuelles a démontré que les militantes voulaient poursuivre et accélérer ce processus de féminisation du parti. Il faut maintenant passer à la concrétisation de cet engagement par la prise de responsabilités.

La campagne d'adhésions lancée au dernier congrès donne lieu à des résultats très inégaux. Si l'objectif national n'est pas atteint, un certain nombre de fédérations ont rempli et dépassé leur objectif départemental. Cela implique de réfléchir aux gestes d'organisation selon les territoires. Il importe de poursuivre le travail de lien régulier avec les fédérations comme cela a été fait avec la mise en place de suivi départementaux et la mise en place de "La Vie en Rouge" qui a donné à tous les cadres de l'organisation des informations régulières sur le matériel disponible, le calendrier, les objectifs du parti.

Les 38<sup>e</sup> et 39<sup>e</sup> congrès ont fixé des objectifs ambitieux pour l'organisation du parti pour enrayer le processus d'effacement. Si des avancées importantes ont eu lieu, il faut transformer l'essai dans les années à venir.

## 3.3. Les communistes au cœur de la société

L'organisation et l'activité du parti doivent être pensées à partir de l'ambition de transformation révolutionnaire de la société que portent les communistes. Cette transformation se construit dans les luttes, dans l'intervention du monde du travail et dans la construction de rapports de force, tant dans la société que dans les institutions, permettant d'arracher des conquêtes sociales. Ces luttes constituent en elles-mêmes des objectifs de structuration du parti, en permettant de renforcer son implantation, de développer l'engagement militant et de faire grandir le nombre de communistes.

Les statuts du PCF ont été refondés lors de son 39<sup>e</sup> congrès. Le rôle des directions, l'impulsion de l'activité et l'articulation entre chacune d'elles ont été réaffirmés et constituent des outils pour les communistes afin de structurer le parti en direction des entreprises et des lieux de vie. Ce texte d'orientation ne revient pas sur le fonctionnement du parti, mais fixe des objectifs et des moyens pour répondre aux ambitions du PCF. Plusieurs conseils nationaux doivent être consacrés à ces questions d'organisation afin d'établir des bilans réguliers (des campagnes et des collectifs de travail) et de réfléchir aux perspectives, notamment un d'ici la fin d'année 2026.

Cette dynamique organisationnelle, ancrée dans les territoires et les luttes quotidiennes, s'attache à garantir une place centrale aux militantes et à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, tant dans la représentation que dans l'action.

### **3.3.1. Irriguer le territoire des idées communistes grâce aux cellules**

Les cellules existantes, comme celles qu'il reste à créer, doivent constituer un point d'appui central des combats communistes au sein des bassins de vie et d'emplois. Elles permettent de mailler l'ensemble du territoire à partir des réalités locales, diverses et spécifiques, tout en portant les enjeux des luttes nationales. La cellule de quartier, de lieu de travail ou de lieu de vie demeure l'échelon essentiel de l'organisation communiste : celle qui permet une vie politique régulière, une activité de terrain ancrée dans les aspirations populaires, ainsi que l'exercice de responsabilités militantes partagées.

D'ici au prochain congrès, chaque section doit identifier au minimum un lieu d'activité militante pour s'y rendre de manière récurrente. Cette démarche doit permettre de faire émerger partout des embryons de cellules, de renforcer l'implantation communiste dans les territoires et de réactiver des dynamiques militantes dans l'ensemble des sections.

Dans chaque démarche d'implantation, de création ou de réactivation de cellule et de renforcement des sections, une attention particulière est portée à l'identification de nouvelles responsables femmes. Ces militantes sont encouragées à s'engager dans les parcours de formation proposés, afin de favoriser leur prise de responsabilités. Dans cette perspective, les cellules, sections et fédérations sont également invitées à adapter leurs modalités de fonctionnement aux disponibilités et contraintes des militantes, afin de permettre un engagement durable. Cette démarche doit permettre une féminisation effective des instances de direction, à l'échelon locale, fédérale et nationale.

### **3.3.2. Construire deux campagnes structurantes et lisibles**

Afin de planifier l'activité militante, d'allier objectifs politiques et organisationnels et d'avoir une cohérence dans les actions militantes, le PCF déploie deux campagnes nationales structurantes :

- ✦ Campagne pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux services publics
- ✦ Campagne pour la paix et l'autodétermination des peuples

Ces campagnes seront directement animées par la direction nationale et leur mandat sera régulièrement renouvelé lors des réunions du conseil national. L'objectif est de donner aux cellules et aux sections les outils nécessaires afin de passer des caps de structuration. Celles-ci offrent un cadre politique pour la diffusion des idées communistes, pour le déploiement de l'activité quotidienne des militantes et militants, et pour leur formation, permettant aux fédérations de :

- ✦ concentrer leurs forces dans les lieux qui rassemblent un nombre important de travailleuses et travailleurs et où les antagonismes de classe sont particulièrement forts ;
- ✦ construire une présence quotidienne et durable au cœur des réalités sociales et politiques ;
- ✦ créer un maillage territorial permettant d'être plus efficaces, mieux structurés, et d'engager le travail de massification du PCF ;
- ✦ déployer un ensemble de gestes militants quotidiens et ambitieux adossés à une politique de formation adaptée aux besoins.

En partant d'un mot d'ordre accessible et fédérateur, qui remet en cause les logiques capitalistes et impérialistes, ces campagnes relient le projet communiste de transformation révolutionnaire de la société aux réalités vécues par les travailleurs et les travailleuses. Ce mot d'ordre peut être décliné en revendications locales, en fonction des lieux dans lesquels les sections et cellules souhaitent s'implanter : entreprises, services publics, lieux de vie et de sociabilité.

Face à la prégnance des discours populistes, elles inscrivent l'action des communistes dans la durée, au-delà de leur seule participation aux échéances électorales et de la simple réaction à l'actualité. Elles doivent offrir une réponse politique au sentiment de déclassement qui traverse la société, avec des objectifs organisationnels clairs : massifier le PCF, créer des cellules et reconstruire un maillage militant au plus près des réalités sociales.

Pour être efficaces, ces campagnes doivent s'appuyer sur des contributions politiques, des calendriers et des plans d'action à tous les échelons. Elles doivent également être systématiquement structurées et organisées par une "coordination de campagne" au plan national et par des référents au plan fédéral. Le conseil national du PCF dotera ainsi les fédérations d'outils permettant de planifier l'activité dans la durée et d'en garantir la continuité. À l'initiative des militants et en considérant les réalités locales, elles pourront être déclinées, approfondies et adaptées.

## Pour une nouvelle industrialisation et de nouveaux services publics

Le PCF mène une campagne pour une nouvelle industrialisation et de meilleurs services publics en lien avec le plan climat : pour défendre l'emploi, reconstruire les forces productives du pays, garantir les droits sociaux et ouvrir une perspective de transformation économique et écologique. Cette campagne doit être déclinée localement. Ce sont les batailles locales qui créent son ancrage territorial dans chacune des cellules, sections et fédérations du PCF. Chacune des initiatives prises par les fédérations participent à sa dynamique et peuvent être valorisées à tous les échelons. La visibilité des luttes des femmes, en particulier dans les secteurs singulièrement féminisés, doit y être centrale et doit tenir compte des réalités des métiers et des postes qu'elles occupent, ainsi que de leur place dans la lutte pour leur émancipation.

## Pour la paix et l'autodétermination des peuples

Le PCF mène campagne pour construire la solidarité internationale, pour porter l'exigence d'une France s'engageant dans une politique de paix et de respect du droit international, et pour soutenir l'autodétermination des peuples.

Cette campagne se décline en plusieurs axes :

- ✱ Le PCF poursuit le travail de construction d'un mouvement large et rassembleur de solidarité avec le peuple palestinien, et pour la mise en place d'un État de Palestine pleinement souverain aux côtés de l'État d'Israël, sur la base des frontières de 1967. Des victoires restent à conquérir, que ce soit la concrétisation de la reconnaissance de l'État de Palestine par la France et la libération des prisonniers politiques palestiniens, dont celle de Marwan Barghouti. Pour cela, le PCF renforce la construction de l'Alliance internationale pour les droits du peuple palestinien, construite avec l'OLP, et annoncée le 4 juin 2025. Il faut suspendre l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël.
- ✱ Le PCF renforce la solidarité avec Cuba face au blocus criminel imposé par les États-Unis et travaille à rendre plus visible le travail de solidarité concrète engagé depuis le dernier congrès.
- ✱ Le PCF travaille à lancer, en coordination avec ses partenaires européens et internationaux, un appel mondial pour la paix, le droit international et la démocratie, pour une nouvelle conférence de San Francisco remettant l'ONU au centre des relations internationales.
- ✱ Le PCF poursuit et renforce sa politique de reconstruction des relations de dialogue avec les partis communistes et progressistes à l'échelle internationale : à travers les relations bilatérales, les cadres inter-partisans européens (comme le PGE) et internationaux (comme la conférence des partis communistes et ouvriers) en prolongement de la conférence internationale pour la paix de mai 2024 et de la conférence des partis communistes européens de mai 2025.
- ✱ Le PCF se donne pour objectif de reconquérir sa représentation au Parlement européen en 2029.

### 3.3.3. Repenser le rôle des directions

Au-delà des statuts du PCF définissant le rôle de ses directions, ce congrès doit être l'occasion pour chacune des directions de repenser son activité, son fonctionnement et son organisation.

Les instances de direction ont en charge d'orienter, de prendre les décisions concernant l'activité du parti et d'organiser le nécessaire débat entre les communistes, dans le respect des orientations nationales fixées par le congrès, le conseil national et le comité exécutif national. Elles garantissent l'accès à l'information, le lien entre toutes et tous et la coordination des différentes organisations locales ou nationales. Le rôle des communistes n'est pas de valider des décisions préalablement prises par telle ou telle direction, mais de participer au débat collectif qui fonde les décisions majoritaires. Le respect de la diversité des points de vue permet l'enrichissement de la réflexion, du débat et de la construction de la position majoritaire. Une fois le débat tranché, l'ensemble des communistes respectent la décision collective.

Désormais constituées dans la parité, les instances de direction doivent être représentatives de la diversité des adhérentes et adhérents, tant sociale que professionnelle ou territoriale, mais aussi des engagements militants, syndicaux ou associatifs.

Les directions de cellule ou de section ont en charge d'animer la vie de leur structure, afin de développer l'intervention et les initiatives des communistes, en lien avec les enjeux nationaux et locaux, et de favoriser l'intervention des citoyennes et des citoyens dans les débats, les luttes et les processus de décision.

Les directions fédérales accompagnent les sections dans l'activité militante comme dans la déclinaison et l'animation des campagnes nationales. Un suivi des sections doit être mis en place par les fédérations afin de veiller au lien politique et organisationnel. En complément des campagnes nationales et en cohérence avec les orientations du parti, les directions fédérales peuvent aussi impulser des campagnes fédérales si elles le jugent nécessaire.

Le conseil national constitue la direction du parti. C'est un lieu de décision, d'élaboration, de coordination et d'impulsion politique. Il contribue à mettre en œuvre les orientations en lien avec les fédérations, les sections, les cellules et les réalités de la société et des luttes. Il doit être un lieu de travail collectif permettant l'élaboration, le suivi et la mise en œuvre des décisions, mais aussi leur mise en débat à partir des expériences militantes et des interventions des communistes. Cela suppose un va-et-vient permanent entre les réalités militantes de terrain et l'analyse politique nationale. Les commissions tirent leur mandat et leur légitimité du conseil national ; à ce titre, elles ont la responsabilité de lui rendre compte régulièrement de l'avancée de leurs travaux et de contribuer à l'élaboration collective des orientations dans le respect des décisions de congrès.

L'expérience du dernier mandat invite à renforcer l'implication effective de chacun des membres du conseil national, afin d'en faire un véritable lieu de réflexion stratégique, d'impulsion politique et de lien entre les différents échelons. La réduction du nombre de membre du CN peut être envisagée afin de gagner en efficacité. Le conseil national contribue à mettre à disposition des fédérations les outils nécessaires à leur activité, mais aussi à nourrir le débat politique, à favoriser les initiatives et à soutenir l'intervention des communistes dans les luttes et dans la société.

### **3.3.4. Valoriser le lien aux élus**

À l'issue de ces élections municipales, le PCF reste la troisième force politique en nombre d'élus. Cette position démontre l'ancrage local et territorial du Parti communiste. Chaque élu constitue un point d'appui pour lui permettre de rayonner, de s'ancrer dans les luttes, d'en être le porte-voix et de mener des actions concrètes au service des populations.

Les élus communistes et républicains travaillent, dans la diversité de leurs territoires et de leurs champs de compétences, à l'expérimentation de politiques concrètes en faveur d'une égalité réelle, de plus de justice sociale et d'une écologie populaire. Leur apport singulier constitue un point d'appui pour les populations, tout autant que pour les communistes.

Afin d'accroître son influence et de permettre d'amplifier l'action concrète et utile de ses élus, le PCF œuvre, à chaque élection, au renforcement du nombre d'élus locaux. Les directions doivent également travailler à renforcer les liens réguliers entre les élus communistes et apparentés et les adhérents, à coordonner des batailles communes dans le pays et dans les assemblées élues, ainsi que les liens entre les luttes menées par les élus et les campagnes du parti.

### **3.3.5. Consolider le lien stratégique avec la jeunesse et le MJCF**

Les jeunes générations sont de plus en plus confrontées aux effets du capitalisme. Si les mécanismes d'exploitation qui les frappent relèvent des mêmes logiques que pour l'ensemble du monde du travail, ils prennent des formes spécifiques : stages mal ou non rémunérés, services civiques, contrats d'apprentissage et contrats courts. La sélection sociale instaurée par des dispositifs tels que Parcoursup et MonMaster, et la casse de l'enseignement supérieur et de la recherche participent également à la reproduction de ces inégalités. Comme toutes les générations, la jeunesse est traversée par de profonds antagonismes de classe : les conditions d'accès à la formation, à l'emploi et à l'autonomie sont fortement déterminées par l'origine sociale, le niveau de diplôme ou encore le territoire.

Dès lors, la faiblesse de l'engagement au sein des organisations politiques chez les jeunes constitue un défi majeur. Alors même qu'ils subissent plus durement l'exploitation, beaucoup demeurent éloignés des organisations politiques. Si une partie de la jeunesse est prête à s'engager ponctuellement pour des combats antiracistes, féministes, ou pour le climat, il existe une partie grandissante des jeunes séduits par les idées de l'extrême droite. Dans ce contexte, le Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) et sa branche étudiante, l'Union des étudiants communistes (UEC) ont pour objectif d'organiser les jeunes en partant de leurs réalités quotidiennes et de leurs aspirations au changement afin de faire le lien avec les enjeux du combat de classe et de les ancrer dans les lieux de vie, d'étude et de travail.

L'indépendance de l'organisation de jeunesse constitue à ce titre un choix stratégique pour les communistes.

Elle permet de développer des formes d'organisation, une campagne et des mots d'ordre adaptés aux réalités des jeunes afin de les gagner aux idées du communisme. Cette indépendance s'inscrit dans un lien politique étroit avec le PCF, qui travaille en complémentarité avec le MJCF et l'UEC à tous les échelons, et œuvre à renforcer leur structuration afin de développer la conscience de classe dans la jeunesse et de préparer les combats pour la transformation de la société.

### **3.3.6. Renforcer la formation politique et idéologique des militants**

Face à la montée de l'extrême droite, au matraquage idéologique et à la violence des affrontements politiques, le PCF doit plus que jamais former des cadres capables de s'approprier l'histoire du parti, les orientations stratégiques et les théories marxistes pour les mettre au service de l'action militante quotidienne. Il s'agit de former des animateurs politiques, rompus à l'impulsion collective, à la bataille financière et à la transmission des gestes militants, afin de renforcer chaque structure locale et nationale. Cette exigence est d'autant plus cruciale que le PCF a toujours été un espace d'émancipation collective, un intellectuel collectif, offrant une formation politique à celles et ceux qui doivent affronter l'idéologie dominante. La situation politique nationale et internationale impose donc de faire de la formation des cadres une priorité absolue, pour faire émerger, d'ici le prochain congrès, une nouvelle génération de communistes armés pour les combats de demain. Pour ce faire, le conseil national organisera plusieurs débats en son sein afin de répondre à cet objectif.

Un nombre croissant d'adhérentes et d'adhérents bénéficie de stages de formation, tant au niveau des sections qu'à l'échelon national. Le réseau de formateurs et formatrices s'est considérablement élargi. Il devra encore être renforcé afin de répondre à l'objectif d'organiser des stages de formation dans l'ensemble des fédérations. Parallèlement au développement des formations locales, le PCF poursuivra la structuration de parcours de formation visant à accompagner au mieux chaque adhérent et futur cadre dans l'exercice de ses responsabilités. Ces parcours permettront de mettre à disposition différents modules de formation tout au long de l'engagement militant. À ces parcours seront adossées des formations spécifiques destinées aux directions. Les stages cadres nationaux se poursuivront. Les stagiaires seront choisis conjointement par les fédérations et la "Vie du Parti" afin d'harmoniser les profils présents à ces stages et de proposer des contenus en adéquation avec les besoins identifiés.

L'ambition de conquête des pouvoirs et les objectifs politiques fixés rendent indispensable la mise en œuvre d'une politique des cadres et d'une politique de formation volontaristes. La structuration d'un véritable "secteur cadres" doit être mise en œuvre au plus vite afin de réaliser les objectifs fixés par les statuts : "être à l'image de la composition de la société et du monde du travail à tous les niveaux de responsabilités et œuvrer à la promotion de responsables issus du monde du travail et de la création, du monde syndical et associatif, dans toute leur diversité, au rajeunissement et à la féminisation du parti". La politique des cadres correspond aux efforts conduits par les directions fédérales et nationales pour accompagner les dirigeantes et dirigeants communistes dans l'exercice de leurs responsabilités, anticiper et impulser les renouvellements de direction, accompagner les militantes et militants appelés à exercer des responsabilités et répondre aux besoins du parti. L'accompagnement des élus communistes est assuré par la Coopérative des Élu·e·s Communistes, Républicain·e·s et Citoyen·ne·s. Le choix des candidates et candidats relève des élus, des fédérations, des sections, et du "secteur élections", avec l'appui de la "Vie du parti".

### **3.3.7. Amplifier la bataille financière à tous les niveaux**

Le renforcement du PCF suppose de mettre pleinement ses moyens au niveau de ses ambitions politiques. Il s'agit de conforter l'action de tous les niveaux d'organisation du parti (des cellules et sections, aux fédérations jusqu'au Conseil national), de porter les campagnes nationales et locales, de développer nos capacités d'analyse et de propositions, de participer de façon autonome à toutes les batailles électorales. La question des moyens doit constituer une responsabilité collective des instances comme des adhérentes et adhérents. Les solidarités financières sont essentielles à la vie du parti sur tout le territoire.

Cette ambition de renforcement des moyens du PCF repose sur la singularité de son financement : populaire et militant. La cotisation - premier devoir de tout adhérent, fixée statutairement à un minimum de 1 % du revenu - les souscriptions, le reversement des indemnités des élus en constituent le socle et l'originalité. Leur développement suppose que les directions, à tous les niveaux, s'en saisissent. La bataille de la cotisation, de son versement régulier et au bon niveau, est une des priorités de l'ensemble des directions. Le reversement systématique des indemnités des élus, aux divers niveaux de l'organisation selon les principes fixés par les statuts, doit traduire l'une des singularités du parti : refuser tout enrichissement comme tout appauvris-

sement des candidats désignés par les adhérents puis élus par les populations, afin d'assumer pleinement l'engagement que représente la fonction d'élu communiste ou apparenté.

Dans un contexte politique marqué par la progression de l'extrême droite, protéger et consolider les moyens patrimoniaux, humains et financiers du parti est également essentiel. Cela suppose de s'adapter aux évolutions de la législation sur le financement de la vie politique, avec rigueur et créativité. Cela nécessite également de faire évoluer les pratiques concernant le patrimoine pour qu'il n'ampute pas les moyens politiques du parti. L'usage des moyens doit ainsi répondre à une priorité : permettre au PCF d'intervenir massivement dans la bataille idéologique et dans les luttes, favoriser le militantisme efficace de tous les communistes.

### **3.3.8. Faire de la communication un levier stratégique**

Depuis le 38<sup>e</sup> congrès, le PCF a renouvelé sa charte graphique et développé de nouvelles pratiques de communication. La participation aux échéances électorales nationales a contribué à renforcer la visibilité des propositions et des candidatures communistes. La communication nationale s'est donc considérablement améliorée. La prochaine étape doit permettre la déclinaison locale de ces avancées. D'ici au prochain congrès, un travail d'harmonisation et de cohérence devra être mené afin de mieux articuler les campagnes nationales avec les initiatives locales et de valoriser davantage l'action des élus et des cadres du parti. Il faudra également atteindre une plus grande accessibilité de l'ensemble des contenus militants (site Internet, réseaux sociaux, initiatives, tracts...) aux personnes handicapées. La visibilité des directions et de leurs porte-parole, doit également être renforcée dans le respect de la parité et de la représentation des personnes handicapées. L'émergence de dirigeantes et dirigeants identifiés dans les grandes régions permettra de mieux diffuser les idées communistes au plus près des réalités territoriales, de renforcer la réactivité dans les combats locaux, et de mieux organiser les interventions publiques du parti.

Une telle ambition implique enfin une transformation en profondeur de l'organisation : professionnaliser la communication, développer le numérique, former les militants, structurer des compétences. Autrement dit, faire de la communication non plus un simple outil, mais un levier stratégique à part entière.

Le congrès donne mandat au conseil national pour réfléchir aux nouvelles formes et techniques de communication et à la manière dont le PCF peut se les approprier dans toutes ses campagnes et à tous les échelons.

### **3.3.9. Développer nos médias et nos revues**

L'Humanité est un bien commun. Entre les communistes, leur journal et leur Fête s'est construit un lien particulier, fait d'attachement profond, de soutien financier et d'attentes fortes. L'Humanité et l'ensemble de ses supports doivent être des outils pour aller à la rencontre de la population lors des diffusions militantes. Cela suppose un renforcement du dialogue entre communistes, équipe de rédaction et direction du journal.

Les très nombreux titres départementaux et régionaux fondés par les communistes, les mensuels, les hebdomadaires et le quotidien La Marseillaise, sont des précieux points d'appui pour faire rayonner les idées communistes dans la proximité, alors que le paysage médiatique est toujours plus marqué par la concentration. Les développer, en papier comme en numérique, est un objectif prioritaire. Pour cela, le PCF engagera la bataille de la lecture, de la diffusion et de l'abonnement.

L'objectif est de faire de chaque communiste un lecteur et un acteur de la diffusion du journal, de leur permettre de s'en nourrir, de les aider dans leurs combats et leurs analyses. La bataille de l'abonnement est primordiale pour atteindre cet objectif.

De même, les revues du parti et les revues amies, outils irremplaçables de formation, de réflexion et de mobilisation, doivent être défendues, développées et diffusées massivement. Elles constituent des espaces de résistance intellectuelle et de contre-pouvoir. Elles sont des leviers pour approfondir l'analyse marxiste, enrichir les débats stratégiques et renforcer l'unité d'action des communistes.